



**ACTED**



**Search for  
Common Ground**  
Confiance, Collaboration, Percées



*(Photo : groupe de discussion avec les jeunes leaders d'Ansongo)*

## **RAPPORT DE L'ÉTUDE DE BASE**

### **FONDATION FACILITÉ G5 SAHEL**

*Contribuer à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et  
au développement par le biais d'investissements catalytiques  
communautaires*

**MALI - MARS 2022**

**Évaluateur Principal : Sory Ibrahima Coulibaly-DME Officer-Gao - [sicoulibaly@sfcg.org](mailto:sicoulibaly@sfcg.org)**

Contacts :

**Tahirou Dounda**  
*Directeur Pays*  
**Search for Common Ground**  
Bamako, Mali  
Email: [tdounda@sfcg.org](mailto:tdounda@sfcg.org)

**Moussa LEWA**  
*DM&E Coordinator*  
**Search for Common Ground**  
Bamako, Mali  
Email: [mlewa@sfcg.org](mailto:mlewa@sfcg.org)

## Table des matières

<b>Listes des tableaux et graphiques</b>	<b>2</b>
<b>Sigles et abréviations</b>	<b>3</b>
<b>1. Résumé exécutif</b>	<b>4</b>
<b>2. Contexte du projet</b>	<b>7</b>
<b>3. Objectifs et méthodologie de l'étude de base</b>	<b>8</b>
3.1. Objectif de l'étude	8
3.2. Méthodologie	9
3.3. Collecte et Analyse des Données	13
3.4. Limitations	13
<b>4. Résultats</b>	<b>13</b>
4.1. Caractéristiques de la population enquêtée	13
4.2. Contexte socio-économique de la population	14
4.2.1. Etat des lieux des possibilités d'emploi dans différentes communes	14
4.2.2. L'accès aux infrastructures sociales économiques adaptées aux besoins des communautés	17
4.2.3. Les besoins de la communauté, notamment des jeunes	19
4.3. Perception des communautés sur les dynamiques relationnelles entre les acteurs	21
4.3.1. Cohésion sociale	21
4.3.2. Relations entre les communautés	23
4.3.3. Relation entre les communautés et les acteurs étatiques	24
4.3.4. Relation des communautés avec les autorités traditionnelles	26
4.4. Perception des communautés sur le fonctionnement des services techniques rendus	27
4.4.1. Fonctionnement des services techniques	27
4.4. Analyse des conflits liés à l'accès et à la gestion des infrastructures dans les zones de l'étude	30
4.4.1. Éléments connecteurs et diviseurs autour des infrastructures	30
4.4.2. Manifestations des conflits autour des conflits liés aux infrastructures	31
4.5. Analyse des mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants dans les communes d'intervention du projet	34
4.6. Niveau des indicateurs du projet	35
<b>5. Recommandations</b>	<b>36</b>
<b>6. Conclusion</b>	<b>37</b>
<b>Annexe</b>	<b>38</b>

## Listes des tableaux et graphiques

<i>Tableau 1 : Nombre de personnes touchées par le sondage par localité</i>	9
<i>Tableau 2 : Nombre d'acteur clé touché par type d'entretien FGD et KII</i>	12
<i>Tableau 3: Situation des infrastructures et ressources naturelles disponibles par localité</i>	16
<i>Tableau 4: Les facteurs connecteurs et diviseurs autour de certaines infrastructures</i>	30
<i>Tableau 5: Récapitulatif des indicateurs du projet à la Baseline</i>	35
<i>Graphique 1 : Niveau d'instruction des personnes touchées par le sondage</i>	14
<i>Graphique 2:Graphique 3 : Les différentes professions exercées par les personnes touchées par le sondage</i>	14
<i>Graphique 3: Tendances des inégalités entre les communautés ou groupe par commune et par sexe</i>	18
<i>Graphique 4 : Perception des communautés sur les infrastructures en termes de priorité par commune</i>	20
<i>Graphique 5: Perception des communautés sur les possibilités d'emploi par commune</i>	20
<i>Graphique 6: Aperçu de la cohésion sociale par commune selon les répondants</i>	21
<i>Graphique 8: Perception de la relation entre communautés par commune</i>	24
<i>Graphique 9 : Appréciation de la confiance des communautés sur leurs relations avec les élus</i>	25
<i>Graphique 10: Niveau de satisfaction des communautés sur la qualité des services rendus par les élus</i>	26
<i>Graphique 11: Appréciation du niveau de la confiance des communautés envers les autorités traditionnelles</i>	27
<i>Graphique 12: Appréciation des communautés sur qualité des services rendus par les services techniques de l'état</i>	28
<i>Graphique 13: Appréciation de l'inclusivité de la gestion des infrastructures disponibles</i>	30
<i>Graphique 14 : Existence des conflits par commune et par sexe des répondants</i>	32
<i>Graphique 15 : Présence des mécanismes de prévention et de gestion des conflits par commune</i>	34

## Sigles et abréviations

<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>ASSACO</b>	Association de Santé Communautaire
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’ouest
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economiques des Etat de l’Afrique de l’Ouest
<b>CfW</b>	Cash for Work
<b>CGS</b>	Comité de Gestion Scolaire
<b>CSCOM</b>	Centre de Santé Communautaire
<b>DM&amp;E</b>	Design Monitoring & Evaluation
<b>EIGS</b>	Etat Islamique dans le Grand Sahara
<b>FDS</b>	Forces de Défenses et de Sécurités
<b>FGD</b>	Focus Groupes de discussion
<b>HIMO</b>	Haute Intensité de Mise en Oeuvre
<b>JNIN</b>	Jama’a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin
<b>KII</b>	Key Informant Interviews ou entretiens individuels
<b>MNLA</b>	Mouvement National pour la Libération de l’Azawad
<b>OS</b>	Objectifs spécifique
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PDSEC</b>	Programme de développement Social, Économique et culturel
<b>Search</b>	Search for Common Ground

## 1. Résumé exécutif

Cette étude de base a été réalisée dans le cadre du projet “*Facilité G5 Sahel*” mis en œuvre pour une durée de trois ans et demi par Search for Common Ground (Search) en consortium avec ACTED (lead) Impact/Reach et TASSAGHT, avec le financement de la Fondation Facilité G5 Sahel. L’objectif principal de ce projet est de “**contribuer à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et au développement par le biais d’investissements catalytiques communautaires.**” Cette étude de base permet d’établir une situation de référence au démarrage du projet et d’analyser les dynamiques de conflits dans les zones cibles afin d’identifier les facteurs de cohésion et de division au sein des communautés et entre acteurs communautaires et étatiques.

La **collecte des données** a été réalisée dans les deux cercles d’intervention du projet : **Ansongo** (communes d’Ansongo, Ouattagouna, Talataye et Tessit) et **Gao** (communes de Anchawadj, Gounzoureye, Soni Aliber et N’Tillit). La méthodologie adoptée a été mixte (approche qualitative et quantitative). Au total, l’étude a touché **909 personnes**, dont 32% de femmes. L’approche qualitative a consisté à réaliser **141 entretiens individuels** (16% de femmes) et **48 Focus Groupe Discussions** qui ont touché 384 personnes (dont 26% de femmes) représentant différents acteurs clés des communes cibles. L’approche quantitative (sondage) a touché **384 personnes (45% de femmes)** représentant toutes les couches sociales des communes cibles. La collecte des données a été réalisée du 5 au 9 février 2022 par une équipe de 18 enquêteurs dont 2 femmes avec la supervision de l’équipe DM&E de Search Gao. Pour des raisons budgétaires, la collecte de données n’a pas touché toutes les communes au niveau de chaque cercle, mais nous permet quand même de comprendre les tendances dans la zone.

Les principaux **résultats** de l’analyse nous révèlent que l’accès aux infrastructures disponibles est perçu comme inégal. Cet accès est perçu comme paramétré sur base identitaire, une perception exacerbée davantage par la mauvaise répartition spatiale des infrastructures, le népotisme et enfin la mauvaise gestion des infrastructures selon les répondants. Cette perception d’inégalité d’accès impacte la confiance et la satisfaction vis-à-vis des services de l’Etat. En effet, **seuls 52% des répondants confirment leur confiance et leur satisfaction à l’égard du gouvernement local, et 40% estiment que les infrastructures répondent à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux prioritaires.**

Les inégalités d’accès aux infrastructures impacte également la cohésion sociale au niveau des différentes communes. Seulement 59% des différents groupes interrogés confirment que l’état de la cohésion sociale est bon au sein de leur communauté. La collaboration inter-groupe représente une problématique se manifestant par une méfiance entre différents groupes ethniques, caractérisée par une suspicion d’enrôlement des peulhs dans les groupes armés et d’une potentielle implication de la communauté arabe dans l’insécurité sévissant dans la région.

Concernant les **dynamiques économiques**, l’étude révèle, dans chacune des communes, l’existence des infrastructures qui offrent des possibilités de développement et des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes. **64% des jeunes de 18 à 40 ans déclarent avoir eu accès à un emploi temporaire pendant la réalisation d’infrastructures.** Toutefois, ces infrastructures identifiées au niveau des différentes communes sont dans un état de vétusté ou sont insuffisantes pour couvrir les besoins de l’ensemble des communautés.

Concernant les infrastructures, le processus d'identification de ces infrastructures est perçu comme moins inclusif que le suivi des infrastructures une fois celles-ci existantes. **43% des membres des communautés et des autorités affirment avoir participé ou être impliqués dans les processus de dialogue et d'identification des projets d'infrastructures.** Ce taux monte à 90% lorsque les personnes sont interrogées sur le caractère inclusif et pacifique du suivi des constructions des infrastructures.

Cependant, au sein des différentes communes, les répondants font mention de facteurs diviseurs autour des infrastructures, lesquels conduisent le plus souvent à des conflits. Les conflits existant autour des infrastructures sont : des tensions autour de l'accès à l'eau et à la gestion des ressources affiliées, des tensions autour de la gestion des périmètres irrigués, des tensions entre agriculteurs et éleveurs, des tensions liées à la gestion des centres de santé, et des tensions liées à la construction d'école. Au niveau de chaque commune, des mécanismes de gestion des conflits existent comme les comités qui ont pour rôle de veiller au bon fonctionnement des infrastructures, de prévenir des conflits et de gérer des conflits qui peuvent survenir de la gestion des infrastructures.

Sur la base de ces résultats, les **recommandations** suivantes ont été formulées pour une meilleure mise en œuvre des activités du projet Facilité G5 Sahel et sont adressées à deux niveaux :

***Pour l'État*** : faciliter le retour des acteurs des services sociaux de base dans les chefs-lieux de commune ou au moins s'assurer de leur implication dans les processus de réalisation des infrastructures.

***Pour les organisations de mise en œuvre*** :

- Organiser des sessions de théâtre participatif sur les préjugés, les stéréotypes qui circulent contre les communautés peulhs arabes dans les communes de N'Tillit et Tessit ;
- Organiser des sessions de dialogue communautaire sur la gestion et l'utilisation des points d'eau dans toutes les communes bénéficiaires du projet ;
- Organiser des sessions de bulletin de score autour de la gestion des centres de santé afin d'adresser les perceptions de favoritisme et de discrimination dans les communes d'Ansongo, Gounzoureye et Tessit et dans les autres communes sur les ressources générées par les infrastructures ;
- Inviter tous les leaders communautaires, leaders d'organisations de la société civile, leaders religieux à prendre part aux processus de dialogues pour l'identification et le choix des sites devant abriter les infrastructures qui seront construites dans le cadre du projet au niveau de chaque commune ;
- Appuyer les leaders communautaires à instaurer une culture de redevabilité à travers des sessions de restitution au niveau de leur base (après les réunions sur les processus d'identification de site, de choix des infrastructures, les leaders doivent rendre compte des décisions prises aux membres de leurs communautés) ;
- Appuyer la mise en place de comité de gestion inclusive pour chaque infrastructure construite ou réhabilitée (les équipes de mise en œuvre doivent accompagner les communautés à mettre en place des structures de gestion consensuelles et représentatives afin d'éviter l'exclusion pouvant entraîner des conflits) ;

- Renforcer les capacités/former les membres des différents comités de gestion sur les mécanismes de mobilisation des ressources et la gestion saine et administrative de celles-ci afin d'assurer l'entretien durable des infrastructures ;
- Former les leaders communautaires et les membres des mécanismes de gestion des conflits à la recherche de terrain d'entente (*Approche Common Ground*) et mécanismes alternatifs de gestion des conflits afin d'éviter au mieux et de répondre aux tensions ou conflits violents pouvant découler de la gestion de l'utilisation des infrastructures.

## 2. Contexte du projet

Le Mali fait face depuis 2012 à une crise complexe où s'entremêlent conflits inter et intracommunautaires, implantation de groupes extrémistes violents, et compétition pour la gouvernance des territoires et l'accès aux ressources. La faiblesse de la présence de l'État à travers le territoire est une problématique centrale de conflit. Certains groupes tel que le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) présents dans les régions du nord (Tombouctou, Kidal, Gao et Ménaka) affirme que ces zones sont historiquement marginalisées par le pouvoir central basé à Bamako. Cette perception a conduit à plusieurs conflits d'indépendances dans le Nord dont le dernier en 2012 peut être considéré comme l'un des points de départ chronologique du conflit actuel. C'est dans ce contexte de compétition pour le contrôle du territoire et de réajustement profond du tissu social que les communautés locales évoluent et tentent de survivre.

L'économie de la région de Gao est largement basée sur le secteur primaire (agriculture et élevage). Il est difficile de trouver un emploi en dehors de ces deux secteurs, qui sont profondément liés aux traditions des groupes ethniques habitant la région. La faiblesse de cette économie régionale participe aussi grandement à sa fragilisation (hausse du nombre de braquages, pauvreté des communautés). La pandémie de COVID 19 et les embargos de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)<sup>1</sup> ont perturbé les flux commerciaux avec les pays voisins et ont entraîné d'importantes difficultés d'accès et/ou l'absence de vendeurs sur les marchés locaux. L'accès aux services de base devient de plus en plus difficile pour les populations et cet état de fait compromet gravement la cohésion dans la région.

Ce contexte a entraîné des déplacements massifs de populations<sup>2</sup> et des besoins humanitaires se sont accrus dans un pays déjà confronté à des difficultés structurelles majeures. Alors que les infrastructures économiques dans la région étaient déjà dans un état précaire avant le conflit d'indépendance, les difficultés liées à l'accès aux intrants et aux zones marchandes et les coûts de transport se sont accentués ces dernières années.

Pour répondre à ce contexte, le projet "*Facilité G5 Sahel*"<sup>3</sup> d'une durée de trois ans et demi (novembre 2021 à mai 2025), mis en œuvre par Search for Common Ground (Search) en consortium avec ACTED (lead), Impact/Reach et TASSAGHT, avec le financement de la Fondation G5 Sahel, a pour **objectif principal** de contribuer à la promotion de la paix, à la prévention des conflits et au développement dans la région de Gao (cercle de Gao et d'Ansongo). Le projet est mis en œuvre dans au moins 10 communes et 20 localités de ces cercles pour la mise en place des projets d'infrastructures. Le projet a deux **objectifs spécifiques** :

- 1) Mobiliser les communautés, les leaders locaux et les acteurs influents autour de projets d'infrastructures financées ; et
- 2) Améliorer les possibilités d'emploi et l'accès aux infrastructures économiques et sociales adaptées aux besoins des populations dans les zones d'implémentation du projet.

---

<sup>1</sup> [Proposal du projet](#)

<sup>2</sup> [Proposal du projet](#)

<sup>3</sup> Ce projet est une continuité du Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao « Piste pour la paix » (2017-2020) qui avait été financé par le même bailleur (fondation facilité G5 Sahel).

Ce projet se construit autour de la **théorie du changement** suivante :

- a. **Si** les populations, les autorités et les acteurs communautaires s'approprient le projet, et toutes les couches sociales et groupes participent de manière inclusive à la conception des infrastructures/équipements et la mise en œuvre du projet,
- b. **Si** les projets d'infrastructures et d'équipements identifiés de manière participative et inclusive sont étroitement alignés avec les plans d'actions nationaux et locaux de développement et accessibles,
- c. **Si** les populations, plus particulièrement les jeunes, ont accès à des opportunités d'emploi et à des infrastructures répondant à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux et qui leur permettent d'améliorer leurs moyens de subsistance,
- d. **Si** les différents groupes communautaires, autorités et acteurs communautaires collaborent et se font confiance pour gérer les infrastructures de façon participative et pacifique (relation individu-État),

**Alors,**

- a. Les populations locales devraient développer un sentiment d'estime de soi, d'appartenance et d'égalité au sein de leurs communautés permettant ainsi :
  - Une réduction des tensions communautaires ;
  - Une amélioration de la collaboration et la confiance entre les communautés et l'État et ses institutions ;
  - A terme, un développement durable et pérenne des opportunités économiques ;
- b. Les conditions de vie des populations seront améliorées. En outre, parmi les infrastructures construites ou réhabilitées, certaines permettront de fournir des perspectives de développement économique telles que : un puits pastoral permettant de protéger les moyens de subsistance des ménages agro-pastoraux, ou encore un magasin de stockage de produits agricoles géré par une coopérative fournissant à la fois une garantie de stockage et un accès à des financements à tous les acteurs d'une chaîne de valeur.
- c. La réalisation des travaux d'infrastructures offrira des emplois temporaires rémunérés aux jeunes adultes (hommes et femmes) au chômage ou ayant un revenu faible. Les fonds acquis pourront permettre à ces jeunes adultes de mettre, par exemple, en place des activités génératrices de revenus. Les travaux, gérés par le partenaire local, seront réalisés à travers l'approche « Haute Intensité de Main-d'œuvre » (HIMO) ou à travers l'approche *Cash for Work* (CfW) qui fournira un emploi aux travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés (voir p. 21 pour plus d'informations).
- c. Le sentiment de confiance entre l'État et les populations locales sera renforcé, posant ainsi les bases et le fondement d'une collaboration plus durable et sereine au niveau des cercles concernés.

### 3. Objectifs et méthodologie de l'étude de base

#### 3.1. Objectif de l'étude

Cette étude a pour objectif de mesurer le niveau de base des indicateurs du projet (et les potentialités d'amélioration) et d'analyser les dynamiques de conflits dans les zones cibles afin d'identifier les facteurs

de cohésion et de division au sein des communautés et entre acteurs communautaires et étatiques (les questions de recherche sont dans les termes de références annexés à ce rapport).

De façon plus spécifique, il s’agissait de :

- Faire un état des lieux des possibilités d’emploi et l’accès aux infrastructures économiques et sociales adaptées aux besoins des populations afin de pouvoir mesurer l’impact global du projet à la fin de sa mise en œuvre;
- Faire une analyse de la perception des communautés sur les relations entre communautés elles-mêmes et entre les communautés et les acteurs étatiques;
- Faire une analyse des dynamiques des conflits existant dans les zones de l’étude;
- Faire une analyse des mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants dans les communes d’intervention du projet;
- Mesurer le niveau des indicateurs du projet au début de l’intervention;
- Formuler des recommandations pour ajuster la stratégie d’intervention du projet et “Ne Pas Nuire”.

### 3.2. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour cette recherche a été basée sur une approche mixte (qualitative et quantitative) qui a permis de faire une triangulation des données.

#### Méthode quantitative

Un sondage avait été effectué au niveau de **384 personnes**<sup>4</sup> (45% de femmes et 36% de jeunes de moins de 35 ans). Le tableau 1 nous montre les caractéristiques des personnes cibles de ce sondage. Il est important de préciser l’échantillon de personnes enquêtées a été sélectionné à travers toute la commune. Les enquêteurs ne se sont pas limiter uniquement à faire la collecte au niveau du chef-lieu de commune.

**Tableau 1 : Nombre de personnes touchées par le sondage par localité**

Cercle	Commune	Echantillon	Tranche d’âge	Hommes	Femmes
Gao	Soni Ali ber	89	15-34 ans	12	14
			35-59 ans	40	16
			60 ans et plus	6	1
	Anchawadj	38	15-34 ans	7	12
			35-59 ans	10	8
			60 ans et plus	1	0
	Gounzoureye	51	15-34 ans	7	11
			35-59 ans	13	14
			60 ans et plus	5	1
	N’Tillit	44	15-34 ans	4	7
			35-59 ans	18	15
			60 ans et plus	0	0
Ansongo	Ansongo	54	15-34 ans	12	14
			35-59 ans	15	10
			60 ans et plus	3	0
				15-34 ans	7

<sup>4</sup> Niveau de confiance 94% et marge d’erreur de 5%

	Talataye	25	35-59 ans	4	7
			60 ans et plus	3	2
	Ouattagouna	57	15-34 ans	5	10
			35-59 ans	17	13
			60 ans et plus	7	5
	Tessit	26	15-34 ans	8	5
			35-59 ans	7	5
			60 ans et plus	1	0
	8	384		212	172

## Méthode qualitative

- **Key Informant Interviews (KII) ou entretiens individuels**

Au total 141 acteurs clés (16% de femmes) dans différentes communes, parmi lesquels les autorités administratives, les autorités locales, les chefs traditionnels, les leaders religieux, les femmes et jeunes leaders ont été interviewés. Ces entretiens ont été rendus possibles grâce à la disponibilité des acteurs concernés. Une série de questions semi-structurées et ouvertes a été utilisée comme guide d'entretien. Il faut aussi préciser qu'au moins cinq personnes de la communauté ont été interviewées ; ce choix était aléatoire, ces personnes ne devaient pas être seulement des acteurs influents de la communauté.

**Tableau 2 : Nombre d'acteur clé touché par l'entretien individuel (KII) par commune**

CERCLE	COMMUNE	TYPE D'ACTEUR INTERVIEWE	HOMMES	FEMMES
	<b>Ansongo</b>	Autorité Administratives	<b>01</b>	-
		Autorités Locales	<b>01</b>	-
		Leader Communautaires	<b>02</b>	-
		Leader Religieux	<b>01</b>	-
		Femme Leader	-	<b>01</b>
		Jeune Leader	<b>01</b>	-
		Agent de la SOMAGEP	<b>01</b>	-
		Représentant du service d'agriculture	-	<b>01</b>
		Autres personnes de la communauté	<b>02</b>	<b>01</b>
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	<b>02</b>	-
		Représentant des commerçants détaillants	<b>03</b>	-
		Chef service Local promotion femme de l'enfant et de la famille.	-	<b>01</b>
		<b>Sous/Total</b>		<b>14</b>
	<b>Ouattagouna</b>	Autorité Administrative	<b>01</b>	-
		Autorités Locale	-	<b>01</b>
		Leader Communautaires		
		Leader Religieux	<b>01</b>	-
		Femme Leader	-	<b>01</b>
		Représentant CSCOM	-	<b>01</b>
		Autres personnes de la communauté	<b>04</b>	<b>01</b>
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	<b>02</b>	<b>01</b>
	<b>Sous/Total</b>		<b>11</b>	<b>06</b>

<b>Ansongo</b>		Autorité Administrative	01	-	
		Autorités Locale	01	-	
		Leader Communautaire	01	-	
		Leader Religieux	01	-	
		Femme Leader	-	01	
		Jeune Leader	01	-	
		<b>Talataye</b>	Représentant CSCOM	01	-
			Autres personnes de la communauté	03	02
			Représentant des commerçants détaillants	04	-
			Représentant du service d'agriculture	01	-
		<b>Sous/Total</b>		14	03
			Autorité Administrative	01	-
			Autorités Locale	01	-
			Leader Communautaire	01	-
			Leader Religieux		
			Femme Leader	-	02
			Jeune Leader	01	-
			Représentant CSCOM	01	-
			Autres personnes de la communauté	06	-
			Représentant des mécanismes de gestion des conflits	02	-
			Représentant des commerçants détaillants	02	01
		<b>Sous/Total</b>		15	03
			Autorité Administratives	01	
			Autorités Locales	01	-
			Leader Communautaires	01	-
			Leader Religieux	01	
		Femme Leader	-	01	
		Jeune Leader	01	-	
		Représentant CSCOM	01		
		Autres personnes de la communauté	05	-	
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	02	-	
		Représentant des commerçants détaillants	03	-	
		Représentant du service d'agriculture	01	-	
	<b>Sous/Total</b>		17	01	
		Autorité Administratives	01		
		Autorités Locales	01		
		Leader Religieux	01	-	
		Femme Leader	-	01	
		Jeune Leader	01	-	
		Représentant CSCOM	01	-	
		Autres personnes de la communauté	05		
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	02	-	
		Représentant des commerçants détaillants	03	-	
		Représentant du service d'agriculture	01	-	
	<b>Sous/Total</b>		16	01	
<b>Gao</b>		Autorité Administrative	01	-	
		Autorités Locales	01	-	
		Leader Communautaires	02	-	

	<b>N'Tillit</b>	Leader Religieux	01	-
		Femme Leader	-	01
		Jeune Leader	01	-
		Représentant CSCOM	01	-
		Autres personnes de la communauté	02	02
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	02	-
		Représentant des commerçants détaillants	04	-
	<b>Sous/Total</b>		<b>15</b>	<b>03</b>
	<b>Soni Aliber</b>	Chef de division Hydraulique	01	-
		Autorités Locales	01	-
		Leader Communautaires	01	-
		Leader Religieux	01	-
		Femme Leader	-	01
		Jeune Leader	01	-
		Représentant CSCOM	-	01
		Autres personnes de la communauté	05	-
		Représentant des mécanismes de gestion des conflits	02	-
		Représentant des commerçants détaillants	03	-
	Représentant du service d'agriculture	01	-	
	<b>Sous/Total</b>		<b>16</b>	<b>02</b>
	<b>Total/ Général</b>		<b>118</b>	<b>23</b>

- **Groupes de discussion (FGD)**

Les FGD ont été réalisés avec les acteurs les plus nombreux notamment les femmes, les jeunes, les hommes, les commerçants détaillants, les éleveurs et les agriculteurs. Chaque FGD avait comme cible un groupe composé d'au plus huit personnes. Les questions structurées dans le guide d'entretien-FGD ont été administrées par deux membres de l'équipe de collecte dont un facilitateur des échanges et un preneur de notes.

Au total six FGD ont été réalisés par commune soit un total de 48 FGD pour les deux cercles. Une attention particulière a été accordée aux différences linguistiques des langues locales lors de la traduction des outils et de la conduite des entretiens afin de nous assurer que les libellés et les traductions n'entraînent pas des problèmes dans la compréhension des participants.

**Tableau 3 : Nombre d'acteur touchés par les groupes de discussion à travers les différentes communes**

Types d'entretiens		Types d'acteurs	Hommes	Femmes	Total
<b>Focus Discussion (FGD)</b>	<b>Group</b>	Homme	64	0	64
		Femme	0	64	64
		Jeune	38	26	64
		Eleveur	64	0	64
		Agriculture	64	0	64
		Commerçants détaillants	56	8	64
		<b>Total</b>		<b>286</b>	<b>98</b>

### 3.3. Collecte et Analyse des Données

La collecte des données pour la réalisation de l'étude de base s'est déroulée du 5 au 9 février 2022 dans huit communes parmi les 14 des deux cercles :

- Cercle d'Ansongo : communes d'Ansongo, Ouatagouna, Talataye et Tessit
- Cercle de Gao : communes d'Anchawadj, Gounzoureye, N'Tillit et Sonni Ali ber.

Les données (qualitatives et quantitatives) ont été collectées via Kobo Collect par 18 enquêteurs (dont deux femmes), sélectionnés du fait de leur appartenance à la commune de collecte, et lesquels ont été formés sur la méthodologie de la collecte et éthique.

Le nettoyage des données quantitatives a été effectué via Open Refine avant d'être exporté dans Excel pour être analysé. Quant aux données qualitatives, elles ont été exportées aussi sur Excel pour être nettoyées et analysées afin de faire ressortir les tendances clefs. Le travail de nettoyage et d'analyse ont été fait par l'équipe suivi-évaluation de Search Gao.

### 3.4. Limitations

Cette étude de base trouve ses limites dans le fait que la collecte de données n'a pas concerné toutes les communes des deux cercles d'intervention du projet. Le budget disponible a pu couvrir quatre communes sur sept par cercle. Par ailleurs, lors de la conception des questionnaires de recherche, la partie ethnique des répondants n'a pas été prise en compte, une omission de l'élaboration du questionnaire. Cependant, de façon générale, les communautés (majoritaire et minoritaire) vivant dans différentes communes de l'étude sont connues et la prise en compte de l'ethnie des répondants selon ces tendances a été assurée au cours de l'analyse des données pour faciliter l'analyse des dynamiques de conflit autour des infrastructures selon ces lignes de divisions.

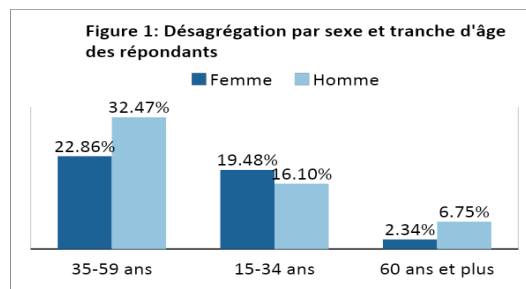
## 4. Résultats

Les résultats relatés dans ce rapport consistent à donner un aperçu sur le contexte socio-économique de la population, la perception des communautés sur les relations entre communautés elles-mêmes et entre les communautés et les acteurs étatiques, et l'analyse des dynamiques de conflits existant dans les zones de l'étude.

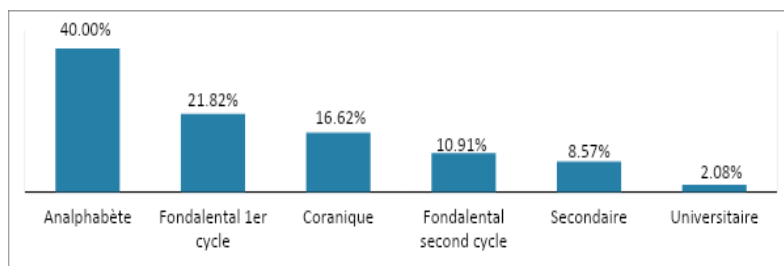
### 4.1. Caractéristiques de la population enquêtée

Le sondage a permis de toucher 45% de femmes et 35% de jeunes (15 à 34 ans) ( Graphique 1). Plus de la moitié des répondants (60%) ont fréquenté une école ; le plus bas niveau de fréquentation scolaire est le fondamental 1er cycle et le plus grand niveau est l'université (Graphique 2). 51% des répondants analphabètes sont des femmes contre 49% d'hommes.

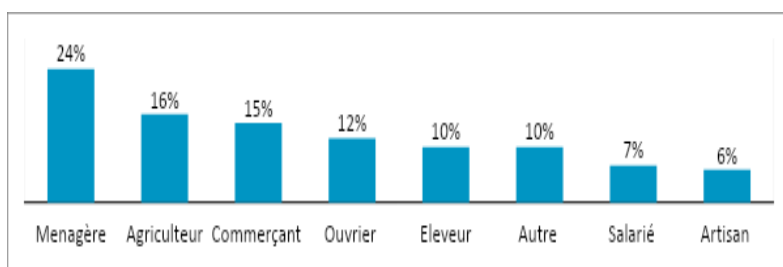
Les données analysées (Graphique 3) démontrent la participation des acteurs des différentes professions



exercés dans les localités de cette collecte ; il s'agit des ouvriers (réparateurs motos, maçons) des agriculteurs, des artisans, éleveurs, des salariés de l'État (enseignants, agents de santé, fonctionnaires à la retraite, des ménagères et enfin autres (leaders religieux, marabouts, pêcheurs et étudiants).



**Graphique 1 : Niveau d'instruction des personnes touchées par le sondage**



**Graphique 2: Graphique 3 : Les différentes professions exercées par les personnes touchées par le sondage**

## 4.2. Contexte socio-économique de la population

### 4.2.1. Etat des lieux des possibilités d'emploi dans différentes communes

L'économie de la région de Gao est largement basée sur le secteur primaire (agriculture et élevage), ainsi que du commerce, qui devient de plus en plus l'activité dominante de la région. Les données qualitatives ont permis de lister les infrastructures qui peuvent offrir des opportunités d'emploi pour les communautés.

Généralement au Mali, la fin de la saison des pluies marque la fin des activités agricoles dans les champs. Durant la période de soudure (de janvier à juin), la disponibilité de certaines infrastructures permet à la population de développer des activités génératrices de revenus afin de subvenir à leurs besoins, mais peuvent aussi offrir des opportunités de cohésion sociale et d'inclusion, comme détaillé ci-dessous.

- **Les périmètres maraîchers et irrigués** permettent aux jeunes et aux femmes de faire face aux dépenses de la période soudure, leur permettant d'avoir une activité agricole continue et ainsi subvenir aux charges familiales, car les légumes cultivés dans les périmètres se vendent sans difficulté sur le marché.
- **Le fleuve Niger** offre à certaines communes de passage l'opportunité de continuer les activités de maraîchage, la pêche pour les hommes et la vente au marché de poisson à Ansongo pour les femmes, l'alimentation des périmètres irrigués, et l'abreuvement des bétails.

- **Les centres de formation professionnels** offrent des perspectives d'emploi aux jeunes et même aux femmes en leur apprenant des métiers sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour développer leur propre entreprise.
- **Les magasins de stockage** garantissent la sécurité des productions des communautés.
- **Les magasins d'aliments** de bétail permettent d'assurer la nourriture des animaux d'élevage durant la période de soudure.
- **Les sites d'orpaillage**, dans la commune de N'Tillit offrent des potentialités, mais surtout grâce aux liens économiques induits de par la création d'emploi local lié au petit commerce (restauration, transport, etc.). Cependant, l'exploitation artisanale est précaire et offre seulement des emplois temporaires, car l'exploitation peut s'arrêter à tout moment selon les personnes interviewées.
- **L'exploitation de carrière de latérite** dans certaines communes offre aux jeunes des emplois temporaires pour charger les camions.
- **La foire hebdomadaire** qui se tient au niveau de chaque commune est l'occasion de regrouper différentes communautés. Elle constitue un lieu d'échanges commerciaux où les jeunes sans emploi gagnent de l'argent en travaillant à décharger et charger les camions qui viennent à la foire.
- **La présence d'école dans certaines localités permet aux femmes de développer le petit commerce à la devanture des écoles.** Cependant, le commerce au niveau des écoles est temporaire car pendant les congés et les vacances les femmes qui exercent ce commerce n'ont plus d'activités économiques.
- **L'eau à travers les puits à grande diamètre, des mares et même le fleuve Niger** permet à certaines femmes et jeunes de se constituer en groupement et de bénéficier de financement pour faire un périmètre maraîcher, ce qui contribue largement à lutter contre la pauvreté dans certaines localités.
- **Le CSCOM** est considéré comme une opportunité d'emplois par les répondants car lors des campagnes de vaccination, dans toutes les communes, les relais communautaires sont mobilisés pour vacciner les enfants, ce qui est perçu comme une opportunité d'emploi car ces relais communautaires sont rémunérés.

Cependant, l'analyse nous montre que la perception des différentes catégories de la population sur les opportunités et infrastructures existantes pouvant leur offrir d'emploi différent, témoignant l'importance d'adapter les activités de sensibilisation et d'appui selon ces différentes perspectives :

- Du point de vue des **jeunes** : marché, eau, sites d'orpaillage et école
- Du point de vue des **femmes** : marché, périmètres maraîchers, points d'eau, écoles et périmètres irrigués. Cependant, la propriété des périmètres irrigués est exclusivement réservée aux hommes, les femmes font donc des prestations dans ces périmètres moyennant rémunération.
- Du point de vue des **hommes** : marché, centre de santé communautaire (CSCOM) pour servir de relais lors des campagnes de vaccination, eau pour la riziculture, espaces pastoraux, élevage et maraîchage.

Cependant, il ressort également du sondage que pour répondre à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux, les communautés souhaiteraient voir se développer en priorité les infrastructures liées à l'eau, l'éducation et la santé dans toutes les communes, à l'exception de celle d'Ansongo. Dans cette dernière, ce sont les points d'eau, les marchés et les périmètres irrigués qui sont prioritaires pour les communautés

**Tableau 4: Situation des infrastructures et ressources naturelles disponibles par localité**

Cercles	Communes	Infrastructures et ressources naturelles disponibles
<b>Gao</b>	Anchawadj	Une mare Une carrière de latérite Périmètre irrigués Magasin de stockage (banques de céréales) Piste rurale rendant l'accès à la commune facile
	Gounzoureye	Fleuve Niger Périmètre irrigués Magasin de céréales Marché de bétail
	N'Tillit	Site d'orpillage Magasin d'aliment bétails Mare
	Soni Aliber	Fleuve Niger Périmètre maraîcher par endroit Piste rurale rendant l'accès à la commune facile Centre de formation professionnel Magasin de céréales
<b>Ansongo</b>	Ansongo	Fleuve Niger Couloir de passage des animaux Périmètre irrigués Marché de poisson Maison des arts Magasin de semences Périmètre maraîcher par endroit
	Ouatagouna	Magasin de stockage Périmètre maraîcher par endroit Périmètre irrigués Centre d'alphabétisation
	Talataye	Marché de bétail Périmètre maraîcher par endroit Magasin de stockage Mare
	Tessit	Mare Périmètre maraîcher par endroit Périmètre irrigués Couloir de passage des animaux

De façon générale, les infrastructures et ressources telles que les points d'eau, le marché, l'éducation et le centre de santé offrent de meilleures conditions de vie aux communautés en leur permettant de répondre à leurs besoins et d'accroître leurs perspectives en matière économique : « *Le marché parce que les gens qui partent au marché c'est pour aller chercher leurs prix de condiment, l'école aussi offre des perspectives d'emplois pour les jeunes.* »<sup>5</sup> Cependant, chaque infrastructure identifiée lors de cette étude

<sup>5</sup> KII : Agent de santé, commune de Gounzoureye.

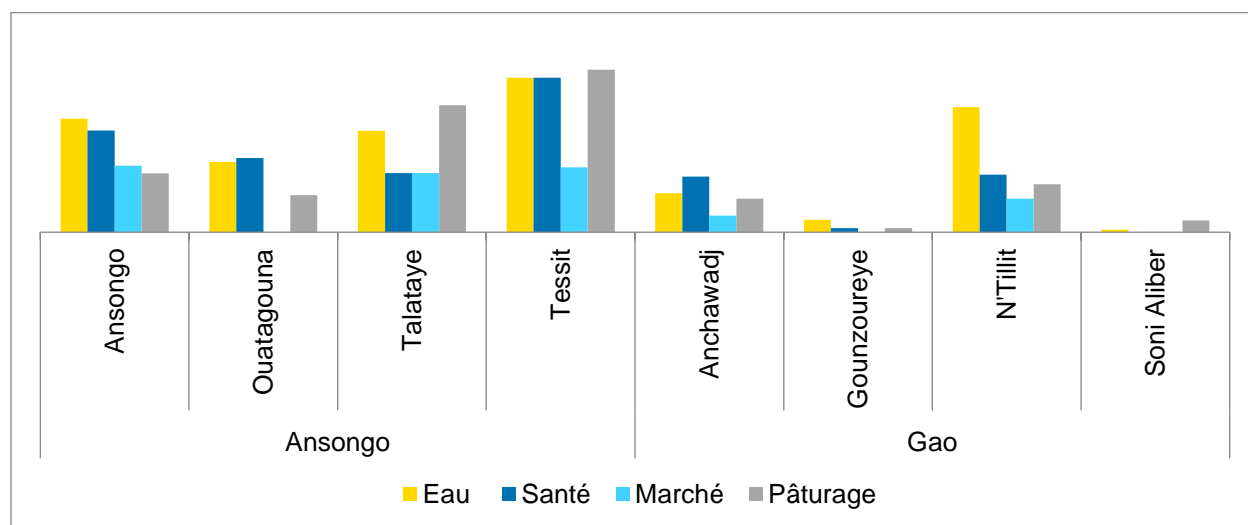
de base à sa particularité et chaque particularité offre une opportunité à une couche spécifique de la communauté, mettant en avant l'importance de bien maîtriser les dynamiques locales, et d'associer divers groupes au niveau local autour du choix et de la gestion des infrastructures les plus pertinentes.

#### 4.2.2. L'accès aux infrastructures sociales économiques adaptées aux besoins des communautés

84% des personnes enquêtées répondent par l'affirmative à la question suivante : **Avez-vous un accès facile aux infrastructures sociales et économiques de votre localité ?** La moitié des personnes interrogées lors de cette étude ont cités les infrastructures suivantes : l'eau, l'éducation, la santé et le marché comme facile d'accès, à l'exception de celles de Talataye dans le cercle d'Ansongo où les 72% des personnes interrogés affirment que l'accès au marché est difficile pour des raisons sécuritaires et le mauvais état de la piste rurale qui mène au marché à partir des autres localités de la commune. Il est quand même important de souligner que les personnes de moins de 35 ans ne se sentent pas trop frappés par cette difficulté.

Cependant, 37% des personnes interrogées ont affirmé qu'il existe des inégalités, à l'exception de l'éducation, qui est perçue comme accessible à tous.

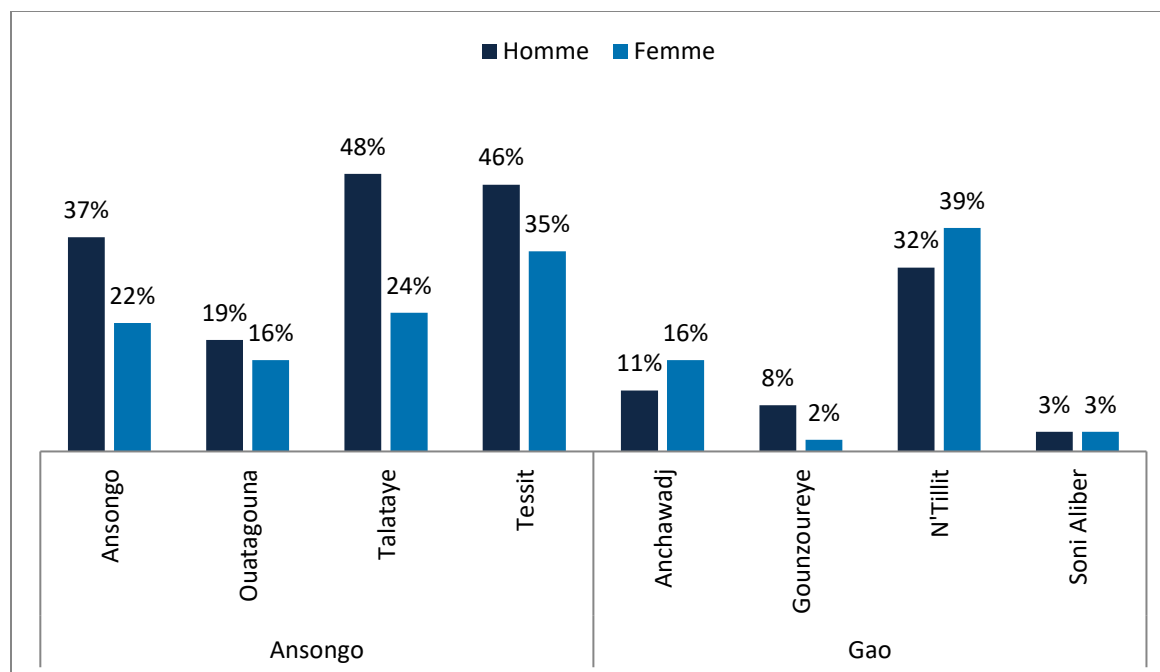
En regardant le graphique ci-dessous, les inégalités d'accès aux infrastructures sont plus élevées dans le cercle d'Ansongo. De façon générale, les inégalités d'accès en lien avec l'eau demeurent dans toutes les communes.



Graphique 3 : la situation des inégalités d'accès par infrastructure et par commune

% des différents groupes interrogés qui confirment que les inégalités horizontales ont diminué dans la région du programme	Niveau à la baseline 63%
--	--------------------------

L'analyse nous démontre que ces inégalités touchent à toutes les communautés (hommes et femmes). Dans les communes de N'Tillit et Anchawadji (cercle de Gao) les femmes sont les plus touchées les inégalités d'accès aux infrastructures.



Graphique 4: Tendances des inégalités entre les communautés ou groupe par commune et par sexe

Les *inégalités d'accès aux infrastructures sur base identitaire* dans certaines communes, notamment à N'Tillit et Gounzoureye (cercle de Gao) et Tessit (cercle d'Ansongo), touchent les Peulhs et les arabes, qui sont considérés comme des communautés ayant le moins accès aux infrastructures suivantes : l'eau, et le centre de santé. La principale raison de la difficulté d'accès aux infrastructures de ces deux communautés réside dans le fait que ces communes (Gounzoureye, N'Tillit et Tessit) subissent régulièrement des attaques des groupes armés ou des vols de bétails, et ces groupes armés sont perçus comme constitués à majorité de ces deux ethnies. Lors des attaques contre les communautés, les langues parlées par les assaillants sont le plus souvent le peul et l'arabe. Un sentiment de méfiance s'est donc installé chez les autres communautés vis-à-vis de ces deux groupes. En effet, les autres membres de la communauté ne veulent rien partager avec ceux qu'ils perçoivent comme créant l'insécurité dans leur communauté. Il ressort des données que les Peulhs se font régulièrement refoulés au niveau des CSCOM des trois communes citées. Lors d'un FGD, les participants affirment « *Le CSCOM où souvent les communautés ont tendance à discriminer les ethnies de peau blanche*<sup>6</sup> ». Suivant le même raisonnement, un participant au KII dit « *la seule communauté que je connais qui a moins accès aux infrastructures est la communauté Peulh, pour la seule raison que certaines communautés pensent qu'elle est à l'origine de l'insécurité et des tueries dans la zone, donc les autres communautés ont un regard négatif vis à vis de la communauté Peulh*<sup>7</sup> ».

La présence du Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) dans les deux communes explique d'avantage cette situation. Ce groupe est perçu comme radical, souhaitant instaurer la charia.<sup>8</sup> À titre d'exemple, dans la commune de N'Tillit, les femmes sont victimes de cette inégalité car elles ne peuvent

<sup>6</sup> FGD : Commerçant détaillant, commune de Gounzoureye

<sup>7</sup> KII : Personne ressource de la localité, commune de Tessit,

<sup>8</sup> Charia : Codifie à la fois les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociales.

pas s’approvisionner en eaux au niveau de certains points d’eau comme l’affirme ce participant « *Il y a des endroits interdits pour les femmes*<sup>9</sup> » ; une décision prise par JNIM.

Les **inégalités liées à la répartition spatiale des infrastructures** sont observées dans les communes de Talataye (cercle d’Ansongo) et Soni Aliber (Cercle de Gao), où l’ensemble des infrastructures est concentré au niveau du chef-lieu de commune. Il existe des localités comme Inwelane, Awdeni, Adarkarose, Tigoubay n’ayant pas de point d’eau. À Soni Aliber, le centre de santé se trouve dans le chef-lieu, rendant difficile l’accès pour les habitants des autres localités. L’éloignement des autres localités aux différentes infrastructures (point d’eau et centre de santé) constitue des inégalités d’accès pour l’ensemble des communautés en périphérie.

Les **inégalités d’accès favorisées par le népotisme** au niveau des CSCOM sont répertoriées dans les communes d’Ansongo (cercle d’Ansongo), Anchawadj, et Gounzoureye (cercle de Gao). Selon les communautés, pour bénéficier des soins de santé, il faut avoir une relation de proximité avec les personnels. À Gounzoureye, les agents du CSCOM habitent à Gao, rendant indisponible les soins en cas d’urgence nocturne.

Les **inégalités liées à la mauvaise gestion des points d’eau** (y compris le népotisme) sont observées dans certaines communes où la gestion des infrastructures pose un sérieux problème : Ouatagouna (cercle d’Ansongo) et Gounzoureye (cercle de Gao). L’insuffisance des infrastructures hydrauliques par rapport aux besoins des communautés impactent notamment les femmes et les jeunes, créant ainsi au sein des tensions et des conflits récurrents autour de ces points d’eau.

Un participant au sondage mentionne : « *pour avoir de l’eau il faut passer deux heures de temps au bord du forage; pour avoir un accès facile à la santé il faut avoir un parent parmi les agents de santé*<sup>10</sup> ». Suivant la même logique il ressort d’un FGD « *Oui il existe des inégalités, les points d’eau où les gens, et plus précisément les jeunes, se disputent au cours de la journée pour accéder à l’eau et très souvent ces disputent nous amènent à des violences physiques entre les jeunes. Ensuite les adultes abusent des jeunes, par exemple si un adulte vient trouver un jeune qui puise l’eau il le met à côté et remplit ses seaux*<sup>11</sup>».

### 4.2.3. Les besoins de la communauté, notamment des jeunes

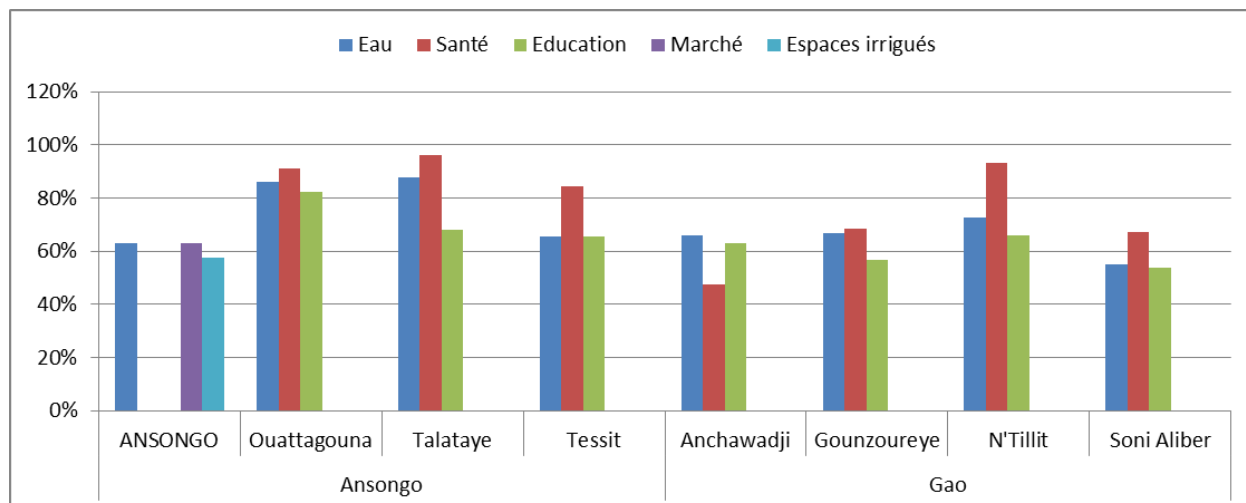
60% des personnes interrogées pensent que les infrastructures disponibles ne répondent pas à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux prioritaires, car disent-ils la demande est plus grande que l’offre. Pour les communautés, l’eau, la santé et l’éducation restent des priorités absolues pour leur développement socio-économique. Cependant, il est constaté dans toutes les communes que les infrastructures disponibles sont soit insuffisantes, soit dans un état de vétusté. Quant au cas particulier de l’éducation dans certaines communes (N’Tillit, Ouatagouna, Talataye et Tessit), les écoles sont fermées du fait de l’absence des enseignants pour des raisons sécuritaires.

% des membres des communautés et des autorités qui affirment que les infrastructures répondent à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux prioritaires	Niveau à la Baseline 40%
--	--------------------------

<sup>9</sup> KII : Personne ressource de la localité, commune de N’Tillit,

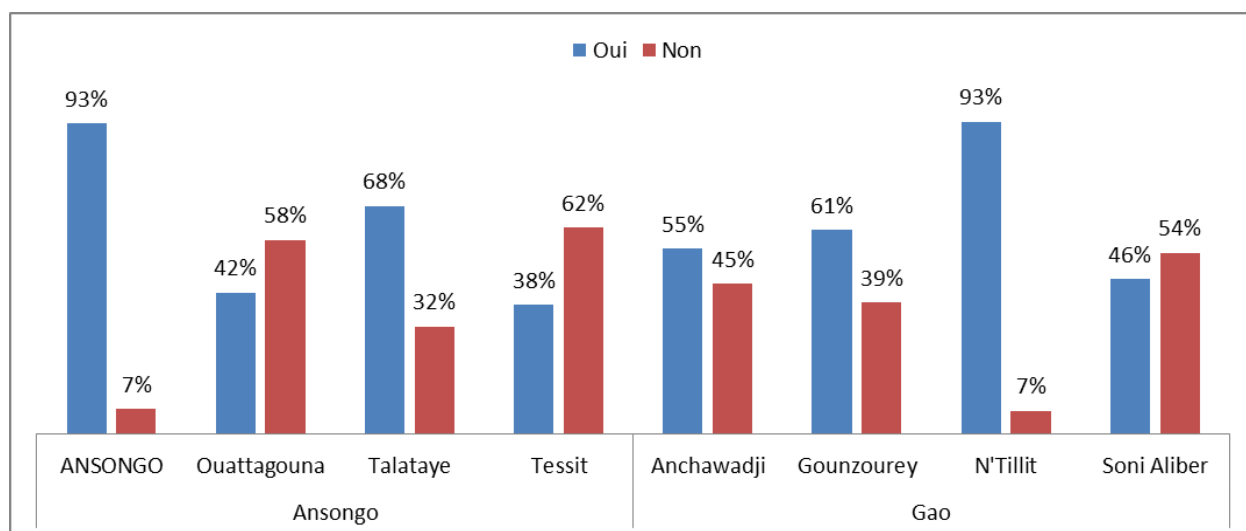
<sup>10</sup> Sondage aléatoire simple : Agriculteur, commune de Ouatagouna

<sup>11</sup> FGD : Commerçant détaillant, commune de Gounzoureye



Graphique 5 : Perception des communautés sur les infrastructures en termes de priorité par commune

61% des répondants déclarent que les jeunes ont des possibilités d'emploi dans les communes, et 64% des jeunes de 15 à 34 ans interrogés affirment avoir des opportunités d'emploi lors de la réalisation d'infrastructures. De façon générale, ceux qui estiment que les jeunes ont des possibilités d'emploi ont argumenté leurs propos en disant qu'ils ont la possibilité de faire de l'élevage, de développer des activités génératrices de revenu en faisant du maraîchage, de l'agriculture et l'exploitation artisanale des mines d'or.



Graphique 6: Perception des communautés sur les possibilités d'emploi par commune

Plus d'un tiers de la population - 39% des répondants - déclarent quant à eux l'inexistence d'opportunités d'emploi pour les jeunes, notamment ceux qui veulent faire de l'élevage, car les vols de bétails récurrents impactent l'intérêt à exercer l'activité d'élevage. D'autres applications incluent le fait que les marchés ne sont plus fréquentés à cause de l'insécurité. Certains répondants suggèrent que ce manque d'opportunités favorise l'enrôlement facile des jeunes par les groupes armés.

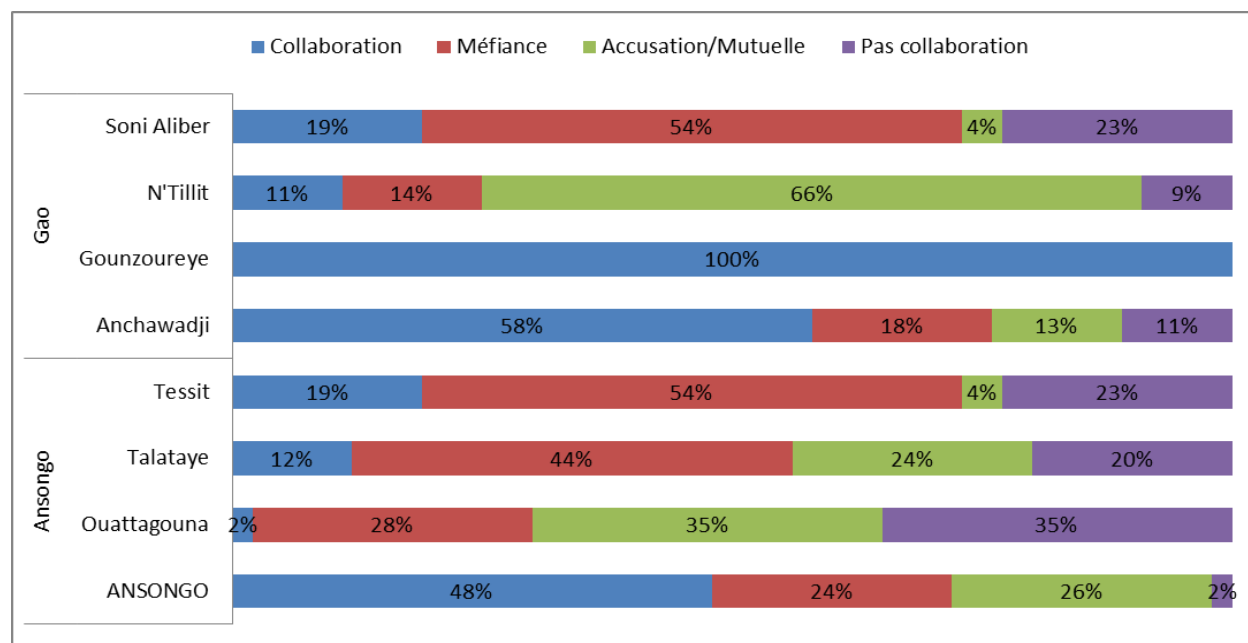
Pour ce qui est de la question : **pensez-vous que les jeunes de votre localité constituent la main-d'œuvre principale lors de la construction des infrastructures sociales et économiques dans votre commune ?** 80% des participants répondent par l'affirmative car disent-ils à chaque fois qu'il y a des constructions d'infrastructures ce sont les jeunes qui sont mobilisés comme ouvriers (manœuvres), gardiens et même souvent comme maçons. Cependant, lorsqu'il s'agit de la réalisation d'infrastructures comme des forages, les entreprises se déplacent avec des ouvriers qualifiés pour exécuter les travaux, ce qui doit être expliqué clairement aux communautés. Selon 95% des personnes enquêtées, la construction d'infrastructures, la réhabilitation d'infrastructures tels que les centres de santé, les marchés, les écoles qui ne nécessitent pas forcément des ouvriers qualifiés à tous les niveaux de la construction peuvent offrir des opportunités d'emploi temporaire aux jeunes de la localité.

% de jeunes (18 à 40 ans) qui déclarent avoir eu accès à un emploi temporaire pendant la réalisation du projet	Niveau à la Baseline 64%
--	-----------------------------

### 4.3. Perception des communautés sur les dynamiques relationnelles entre les acteurs

#### 4.3.1. Cohésion sociale

La qualité de la cohésion sociale dans les deux cercles est marquée par une domination de la méfiance (27%), l'inexistence de collaboration (21%) et l'accusation mutuelle (11%) selon les perceptions des répondants, sauf dans la commune de Gounzoureye et Anchawadji (cf. Graphique 5), comparé au 41% des répondants affirment l'existence de collaboration. La collaboration est surtout manifeste entre les groupes ethniques identiques, alors que la méfiance est caractérisée par une suspicion envers des groupes différents comme les peulhs, notamment du fait d'enrôlement de peulhs dans des groupes armés et de leur implication perçue dans l'insécurité sévissant dans la région.



Graphique 7: Aperçu de la cohésion sociale par commune selon les répondants

Dans le *cercle de Gao*, la dynamique de perception de la qualité de la cohésion sociale diffère d'une commune à l'autre. La collaboration est manifeste à travers l'entraide communautaire et les événements sociaux (caractéristique de la civilisation Songhaï<sup>12</sup>), notamment à Gounzoureye et Anchawadj induisant à une perception majoritaire de coexistence paisible « *Nos communautés, depuis nos ancêtres jusqu'à présent nous vivons ensemble comme des frères et continuons à sauvegarder cette cohésion sociale et le vivre ensemble. On se fréquente, et on s'entraide aussi*<sup>13</sup> ». « *La cohésion sociale ici chez nous, elle est très bonne car tout le monde vie ensemble en parfaite harmonie et le tissu social est bien cousu. Depuis la nuit des temps nos communautés vivent en interdépendance et c'est cette interdépendance qui constitue notre force sociale*<sup>14</sup> ».

Cependant, cette collaboration est moins perçue dans les communes de N'tillit et Soni Aliber. En effet, certains répondants de ces communes, ainsi qu'à Anchawadj ont déclaré que les communautés se méfient les unes des autres (54% pour Soni Aliber, 18% pour Anchawadj et 14% pour N'Tillit). Cette proportion de répondants affirmant une méfiance est influencée par une perception d'enrôlement des Peulhs dans les groupes armés ou de leur potentiel implication dans les vols de bétails dans la région, augmentant ainsi les cas d'insécurité, notamment à N'tillit. D'ailleurs, 66% des répondants de N'Tillit et 13% des répondants d'Anchawadj pensent que des personnes appartenant à certaines ethnies (Peulhs) ont intégré les groupes armés radicaux, dont l'intérêt est le désir de domination des autres groupes et le besoin de protection selon les communautés interviewés. Cette perception est reflétée par les propos de ce participant « *Il n'y avait pas de discrimination raciale entre les communautés car elles vivaient en harmonie. Mais, depuis que certains ont intégré les groupes armés radicaux la cohésion s'est effritée*<sup>15</sup> ». Enfin, dans toutes les communes de Gao, l'absence de collaboration est aussi perçue du fait des conflits communautaires existants (conflit foncier, de conflit entre agriculteurs et éleveurs) et la situation sécuritaire actuelle des différentes communes.

Dans le *cercle d'Ansongo*, la perception de la qualité de cohésion sociale est dans l'ensemble moins bonne qu'à Gao, et diffère aussi d'une commune à une autre. La qualité de la cohésion sociale est fortement marquée par la méfiance (54% pour Tessit, 44% pour Talataye, 28% pour Ouatagouna) et l'accusation mutuelle, lesquelles sont influencées par des suspicions d'attaques ciblées, des vols de bétails et des assassinats ciblés dont les communautés sont victimes. Certains membres de la communauté (Sonrhaï, Tamashèq, Djerma, Daoussaq) ont une perception négative des peulhs et des communautés Arabes vivant dans ces communes, lesquels sont considérées comme des complices des groupes armés et d'être à la base des vols de bétails et des assassinats ciblés. Un participant aux entretiens affirme « *la cohésion sociale est mauvaise car personne n'a confiance à l'autre et chacun se cherche maintenant, pourvu que son nom ne soit pas associé aux rumeurs*<sup>16</sup> ». D'ailleurs, parmi les personnes enquêtées, 26% à Ansongo, 24% à Talataye et 35% à Ouattagouna s'accusent mutuellement des incidents qui surviennent à travers différentes localités, comme pour la localité d'Ansongo où les braquages survenant sur les axes routiers menant à la ville d'Ansongo sont perçus être commis par des jeunes Arabes et Tamashèq qui auraient intégré les mouvements armés. L'absence de collaboration est causée par les préjugés envers les uns et les autres, ainsi que les conflits communautaires selon les répondants.

<sup>12</sup> Songhaï: ethnie majoritaire dans la région de Gao,

<sup>13</sup> KII : Personne ressource, commune d'Anchawadj ,

<sup>14</sup> FGD : femme, commune d'Anchawadji,

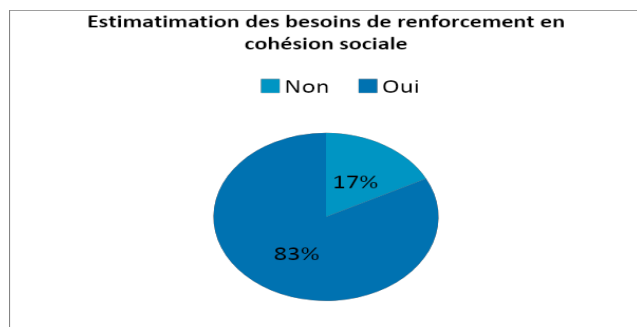
<sup>15</sup> KII : commerçant, commune de N'Tillit.

<sup>16</sup> Sondage aléatoire : Localité de Djebock commune d'Anchawadji

Dans l'ensemble, à travers les huit communes de cette étude de base, ce sont 59% des personnes interviewées qui déclarent que l'état de la cohésion sociale est bon.

% des différents groupes interrogés confirment que la cohésion sociale s'est améliorée au sein de leur communauté	Niveau à la Baseline 59%
---	--------------------------

Au regard des méfiances et du manque de collaboration existant, 83% des personnes interrogées (dans les huit communes expriment qu'il y a un besoin de renforcement de la cohésion sociale. Pour les répondants,



ce renforcement de la cohésion sociale doit nécessairement passer par l'instauration de la confiance entre l'ensemble des membres de la communauté vivant dans la commune, car la crise sécuritaire que connaît la région depuis longtemps a créé une méfiance entre des gens qui ont toujours vécu ensemble. Selon les répondants, pour renforcer la cohésion sociale : il faut des sensibilisations qui touchent toutes les

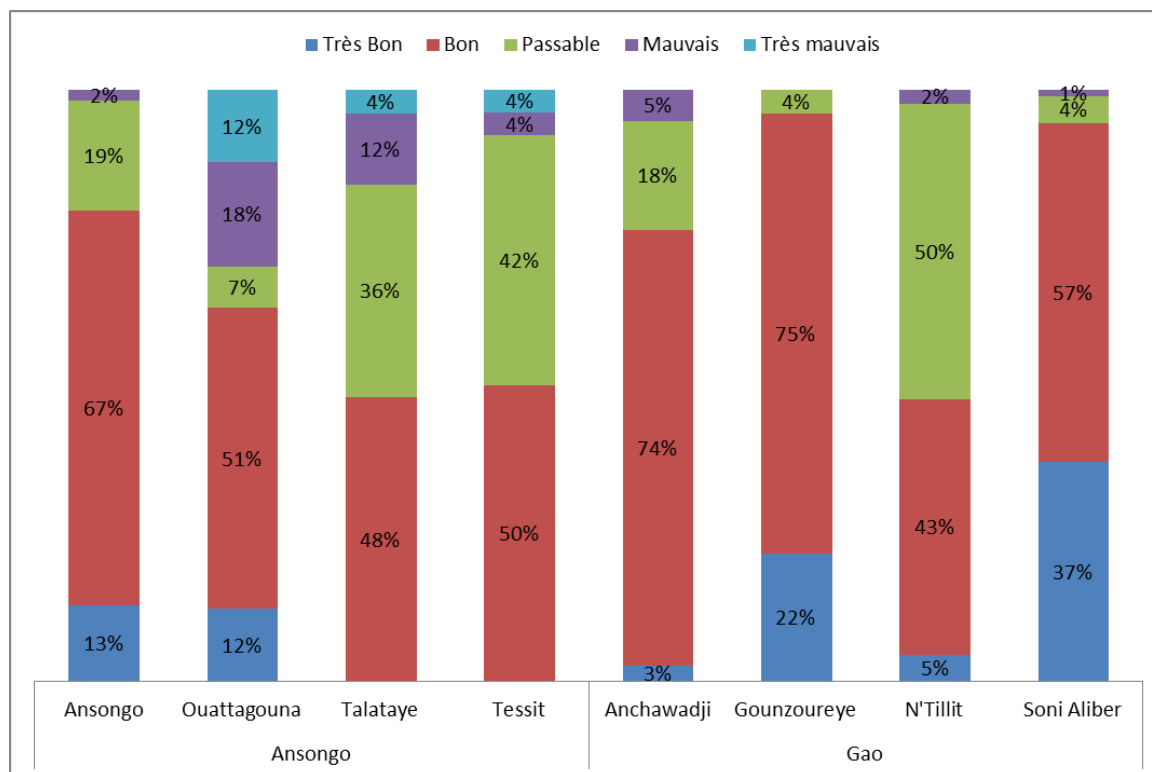
communautés, instaurer une gestion saine des infrastructures sociales, économiques et environnementales, lutter contre le chômage des jeunes et des femmes en créant des AGR et organiser des discussions inter intracommunautaires. Une participante aux entretiens évoque « *créer des infrastructures sociales et économiques dont l'usage équitable permettra aux communautés de travailler ensemble ; faire la promotion de la cohésion sociale à travers des rencontres communautaires et des renforcements des capacités*<sup>17</sup> » un autre dira « *Il faut sensibiliser les communautés à ne pas s'impliquer dans le conflit qui oppose les groupes armés qui sont sources de division*<sup>18</sup> ».

### 4.3.2. Relations entre les communautés

75% des répondants affirment que les relations entre les communautés sont bonnes (59% bonnes, 16% très bonnes). Dans l'ensemble, la qualité des relations entre les communautés est fortement influencée par la qualité de la cohésion sociale. En corrélation avec la qualité de la cohésion relatée plus haut, la perception de relation "passable" dans les communes de Tessit, Talataye, Ntillit semble être une conséquence évidente du niveau de cohésion entre les communautés. Dans les communes de Gounzoureye, Anchawadj, et Ansongo, le niveau de relations entre communauté est corrélé à un niveau bon car la cohésion sociale est plus forte dans ces communautés. Seules dans les communes de Soni Aliber, et dans une moindre mesure Ouattagouna, il semble que la relative méfiance, accusation et absence de collaboration ne soient pas forcément très corrélées aux perceptions sur les relations, ce qui souligne l'importance d'aborder ces questions commune par commune et groupe par groupe.

<sup>17</sup> Sondage aléatoire simple : Ménagère commune de Ouattagouna

<sup>18</sup> Sondage aléatoire simple : Ménagère commune de Talataye



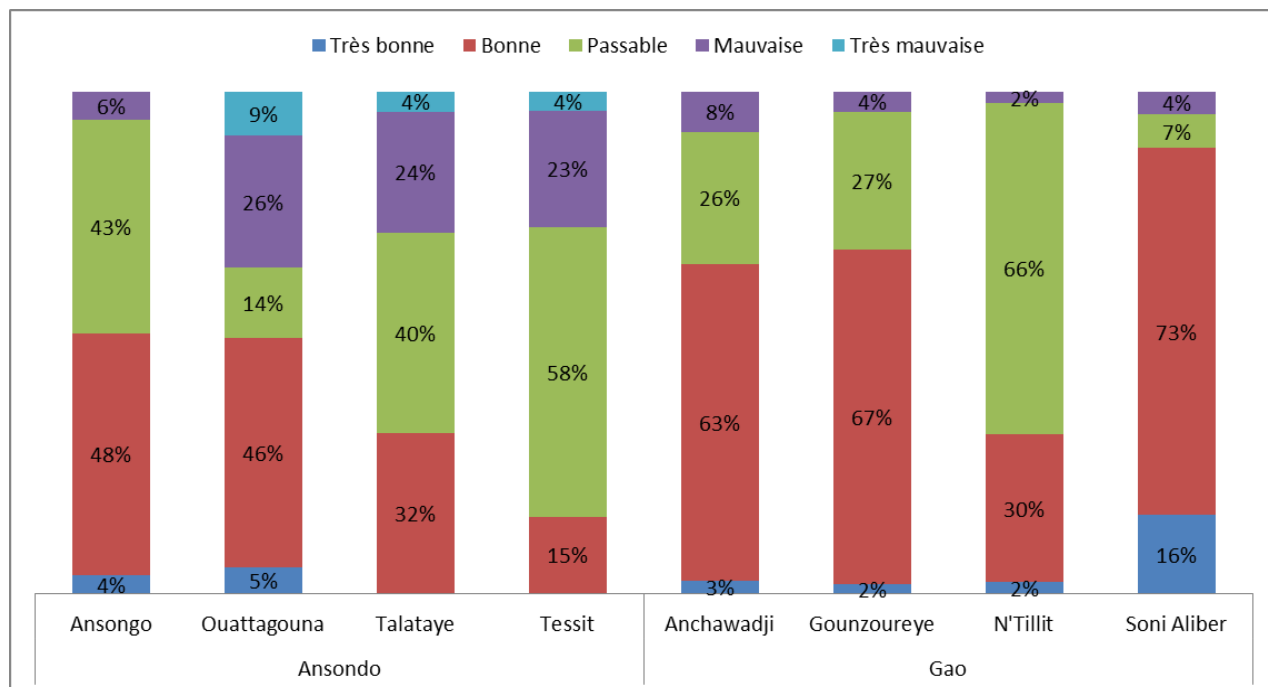
Graphique 8: Perception de la relation entre communautés par commune

### 4.3.3. Relation entre les communautés et les acteurs étatiques

#### Relation et confiance entre communauté et autorité locale/élus

52% des répondants des communautés disent faire confiance aux élus locaux. Cependant, le niveau d'appréciation de cette confiance varie d'une commune à une autre. 40% des répondants trouvent la relation de confiance "passable" et "mauvaise/très mauvaise". Depuis le début de la crise, les élus se retrouvent dans les chefs-lieux de cercle, à savoir Ansongo et Gao, impactant la communication et la redevabilité vis-à-vis des communautés restées dans les communes, notamment à Ouattagouna, Tessit, N'tillit et Talataye. Un participant aux entretiens affirme « *Je pense que la mauvaise gouvernance de ces autorités locales est la cause de tous nos maux. Donc je n'ai pas confiance en eux et pire encore ils sont partis nous laisser seuls dans l'insécurité*<sup>19</sup> ». Aussi, certains répondants positionnent leur perception par rapport aux suspicions de détournement de dons, de non réalisation des promesses faites et de favoritisme des élus lors de la mise en œuvre de projet ou de distribution de dons.

<sup>19</sup> Sondage aléatoire simple : Ménagère, commune de Tessit,



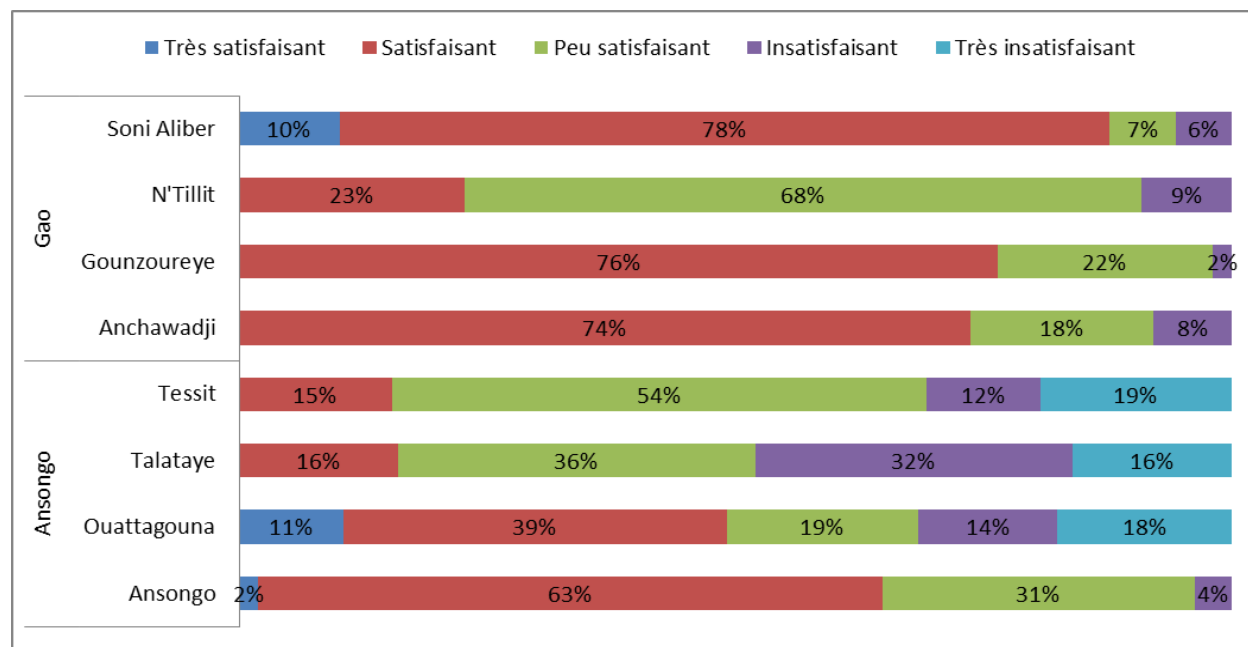
**Graphique 9 : Appréciation de la confiance des communautés sur leurs relations avec les élus**

La mauvaise perception sur la qualité de la relation avec les élus est influencée par la mauvaise gestion des distributions de dons, du manque de redevabilité, et de la crise de confiance de la communauté à leur égard induite également par la qualité de service offertes par les élus et à certains égards par les autorités étatiques. En ce qui concerne la perception positive, les répondants positionnent leur réponse sur la disponibilité des élus à répondre à leurs sollicitations et doléances.

% des différents groupes interrogés qui confirment que leur confiance et leur satisfaction à l'égard du gouvernement local ont augmenté	Niveau à la Baseline 52%
---	--------------------------

**Perception sur la qualité des services rendus par les autorités locales**

L'analyse de cette appréciation de la communauté des services rendus se basait sur la délivrance des actes d'état civil, la redevabilité des élus vis-à-vis des communautés, la gestion de marché et de la mise en œuvre du plan de développement social, économique et culturel des collectivités (PDSEC) au niveau de chaque commune.

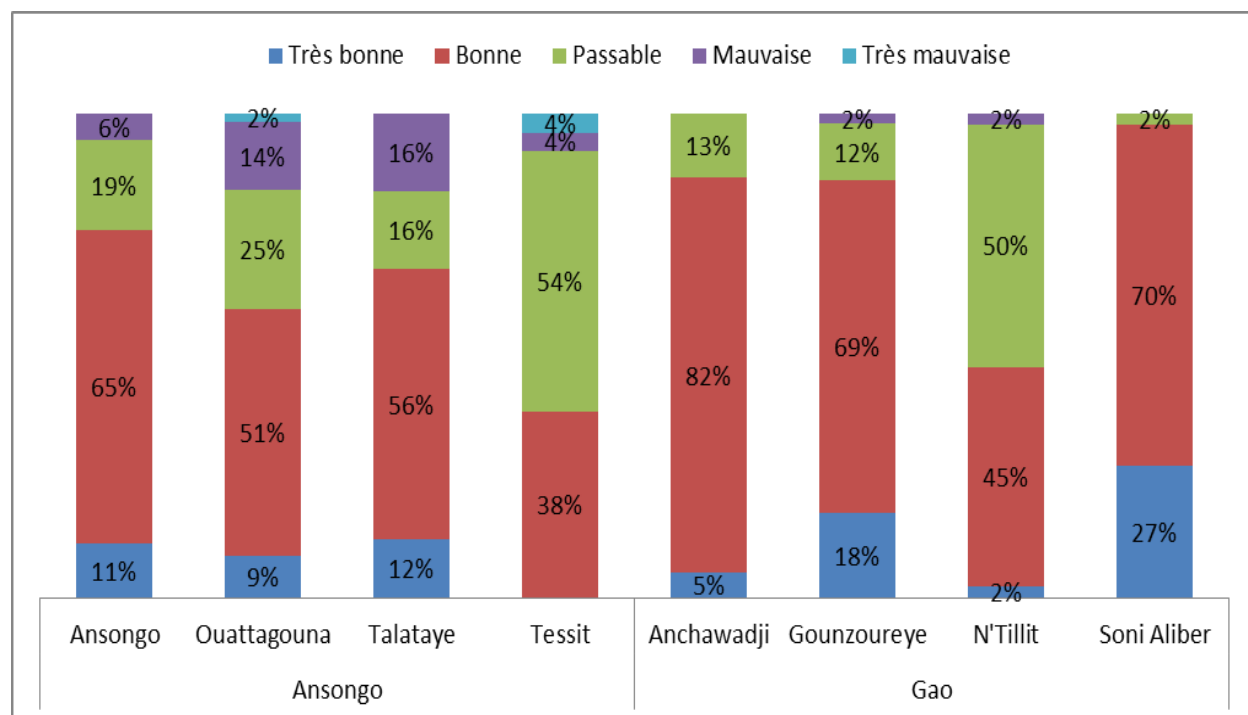


**Graphique 10:** Niveau de satisfaction des communautés sur la qualité des services rendus par les élus

De façon générale, 60% des répondants sont “satisfaits et très satisfaits” de la qualité des services rendus par les autorités locales, notamment à Soni Aliber, Achanwadji et Gounzoureye où certains membres de la communauté affirment que le service minimum est assuré dans leurs communes (délivrance des actes de naissance, accompagnement des ONG dans la réalisation des infrastructures), mais que la fermeture des écoles relève de l’Etat et non des autorités locales, lesquels sont aussi limités par la situation d’insécurité qui règne dans la région. Le relatif degré de satisfaction par rapport aux autorités malgré les besoins existants peut ainsi être lié au fait d’une certaine compréhension des rôles, responsabilités, mais également des défis auxquels font face les autorités locales. Seuls 13% des répondants sont “très insatisfaits et insatisfaits” de la qualité des services rendus par les élus. Ces réponses sont expliquées par les répondants du fait de l’absence même des élus au niveau du chef-lieu de commune, conduisant à l’impossibilité pour les communautés d’avoir accès à des services étatiques, notamment à Tessit, Talaye et Ouattagouna, obligeant la communauté de se déplacer dans les chefs-lieux, alors que l’insécurité est très présente, rendant l’accès difficile. Dans certaines communes, l’absence de service peut être aussi liée à la violence commise par les groupes armés sévissant dans la zone, comme à Ouattagouna.

#### 4.3.4. Relation des communautés avec les autorités traditionnelles

Les autorités traditionnelles (chefs de villages et notabilités) au Mali ont une grande influence et bénéficient du respect des communautés, l’analyse des données de cette étude vient confirmer cette norme, et démontre de meilleures perceptions envers les autorités traditionnelles par rapport aux autorités étatiques locales. 74% des répondants de la communauté ont une bonne relation (13% très bonne et 61% bonne) avec les autorités traditionnelles, sauf dans les communes de N’tillit et Tessit. En effet, dans ces communes certains membres de la communauté reprochent le manque de communication de ces autorités sur les affaires de la localité, ainsi que le favoritisme dont ils usent à l’égard de certains groupes auxquels ils sont en proximité lors des gestions de conflit. Un participant affirme même « *je n’ai pas confiance aux leaders traditionnels car ils ne pensent qu’à s’enrichir sur notre dos* ».



Graphique 11: Appréciation du niveau de la confiance des communautés envers les autorités traditionnelles

#### 4.4. Perception des communautés sur le fonctionnement des services techniques rendus

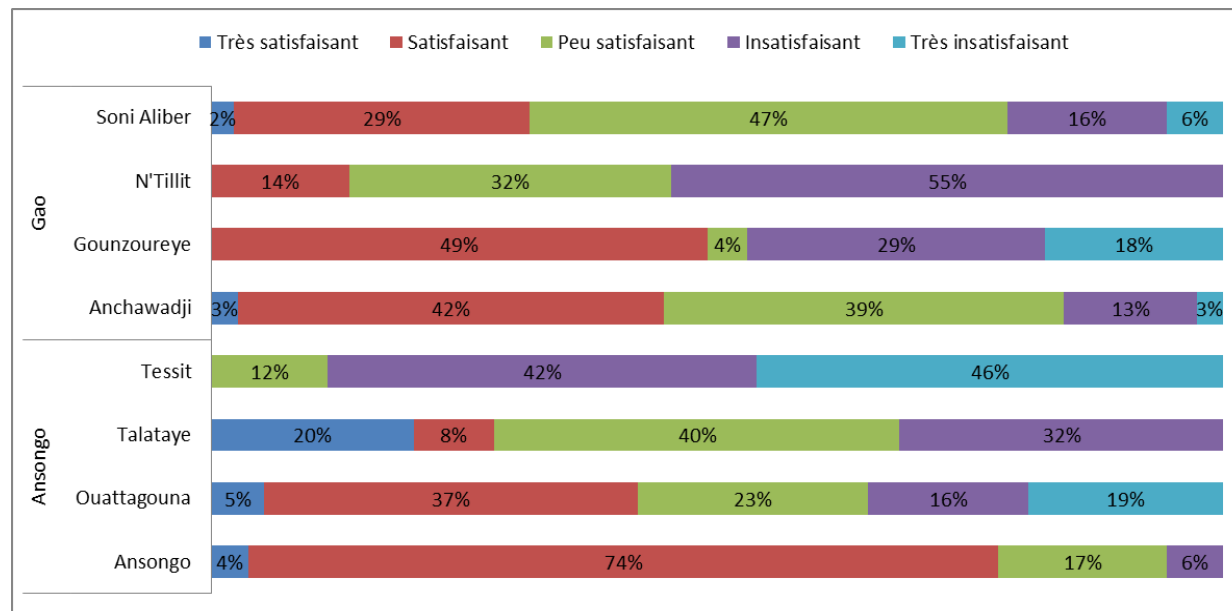
##### 4.4.1 Fonctionnement des services techniques

###### *Repli de certains services techniques à cause des attaques des groupes radicaux*

Il existe quatre types de services techniques de l'Etat normalement présents au sein des communes : agriculture, élevage, santé, et eaux et forêts. La crise multidimensionnelle que traverse le pays depuis 2012 a créé une situation sans précédent de repli des services techniques de l'état au niveau des chefs-lieux de cercle. Ce repli des agents de l'État a des conséquences car ces agents sont censés accompagner les communautés dans leur développement social, économique et environnemental. Selon les communautés, à l'exception du service de la santé, tous les autres services sont fermés au niveau des communes. La fermeture des services affecte tout naturellement leur fonctionnement car les agents de ces services résident au niveau des chefs-lieux de cercle (Ansongo et Gao). Les communautés affirment que les agents des services techniques sont pris pour cible dans les communes occupées par les groupes radicaux (N'Tillit, Talataye et Tessit). Concernant les ONG qui sollicitent l'appui des services techniques pour la mise en œuvre d'un projet dans leurs communes d'intervention, elles disent que ces services répondent favorablement aux besoins de leur projet. Les communautés quant à elles affirment n'entretenir aucune relation avec les agents des services techniques. Il ressort donc des analyses que le fonctionnement des services techniques est partiel.

###### *Qualité des services rendus par les services techniques*

Même si les répondants affirment n’entretenir aucune relation avec les services techniques, dans les cas où il en ont, 38% des répondants sont très satisfaits (2%) et satisfaits (36%) de leurs services, contre 44% qui affirment le contraire. Ces répondants affirmant leur insatisfaction évoquent l’indisponibilité des services à cause de leur fermeture.



**Graphique 12: Appréciation des communautés sur qualité des services rendus par les services techniques de l'état**

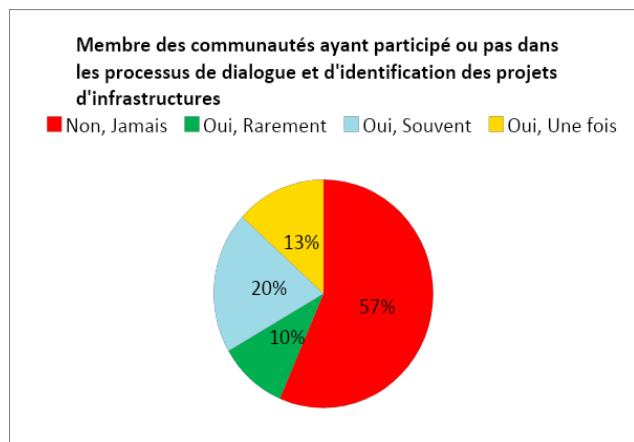
Dans la commune de Tessit et de Talataye, les écoles sont fermées et en conséquence le service lié à l'éducation n'existe presque pas. À Ansongo, certains répondants affirment l'inégalité de traitement dans la prise en charge au niveau des centres de santé, d'autres évoquent l'insuffisance des infrastructures pour répondre aux besoins des communautés, ou leur concentration au niveau des chefs-lieux de communes, forçant certaines localités comme Seyna, située dans la commune de Soni Aliber, à construire son propre centre de santé.

### *Participation dans l'identification des projets d'infrastructures sociales et économiques*

57% des répondants affirment ne pas avoir participé au processus de dialogue et d'identification des projets d'infrastructures. La triangulation de données permet de comprendre que les communautés sont autant impliquées dans ces activités que les autorités locales et administratives, le problème réside dans le manque de restitution faite par les représentants de la communauté aux autres membres qui ne participent pas directement au processus. L'exclusion est particulièrement forte pour les femmes. La moitié de ceux qui n'ont jamais participé aux processus de dialogue et d'identification des projets d'infrastructures sont des femmes. Un participant aux entretiens a affirmé : « *les autorités et les représentants des communautés (leaders communautaires) sont impliquées pleinement au processus de dialogue sur l'identification des projets d'infrastructures de manière engagée et active<sup>20</sup>* ». Les leaders communautaires (leaders traditionnels, leaders religieux, leaders femmes et leaders jeunes) représentant la communauté ont reconnu cette lacune de manque de restitution de leur part. Ceux qui ont participé à ces activités de

<sup>20</sup> KII: Personne ressource, commune de Anchawadji;

dialogue et d'identification de projets d'infrastructures estiment que le cadre donne la possibilité à tous les participants de s'exprimer librement et que les décisions sont prises le plus souvent en assemblée générale.



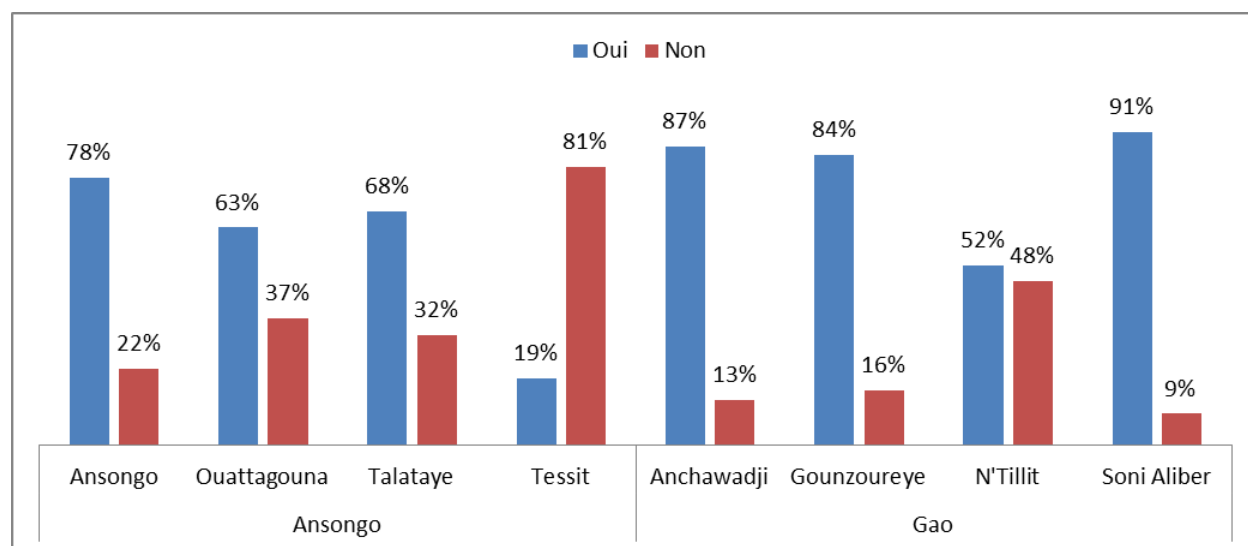
% des membres des communautés et des autorités qui affirment avoir participé ou être impliqués dans les processus de dialogues et d'identification des projets d'infrastructures	Niveau à la Baseline 43%
--	--------------------------

### *Inclusion dans la gestion des infrastructures*

27% des personnes interrogées déclarent que la gestion des infrastructures disponibles n'est pas inclusive. Cette situation varie d'une commune à une autre, mais la proportion de répondants affirmant la non inclusivité de la gestion des infrastructures sont à Tessit (81%), N'tillit (48%) et Ouattagouna (38%). Les raisons évoquées sont multiples : déficit de communication autour de la mise en place des comités de gestion, exclusion des femmes et des jeunes dans le comité, membres du comité affiliés à un même groupe et l'hégémonie de mêmes acteurs dans les différents comités. Une femme participant aux entretiens a affirmé « On ne m'a jamais invitée, la gestion elle n'est pas inclusive parce que j'ai toujours voulu participer aux assemblées pour partager mes avis et je n'ai jamais pu, ces participants sont ciblées ils sont tous des proches ou des membres d'un groupe<sup>21</sup> ».

Le graphique ci-dessous donne la situation par commune des informations sur la gestion inclusive des infrastructures disponibles.

<sup>21</sup> Sondage aléatoire simple : Ménagère, commune de Gounzoureye;



Graphique 13: Appréciation de l'inclusivité de la gestion des infrastructures disponibles

#### 4.4. Analyse des conflits liés à l'accès et à la gestion des infrastructures dans les zones de l'étude

##### 4.4.1. Éléments connecteurs et diviseurs autour des infrastructures

Dans le but de guider la mise en œuvre de ce projet, il est fondamental de connaître les facteurs connecteurs et diviseurs autour des infrastructures disponibles afin d'y prêter une attention particulière tout au long du projet. Les connecteurs nous permettent de mettre en avant des actions pouvant unir les participants autour des infrastructures à construire ou à réhabiliter ; tandis que les facteurs diviseurs nous renseignent sur les actions à éviter et nous guident sur des pistes d'activité pouvant rassembler les communautés au-delà de leurs différends.

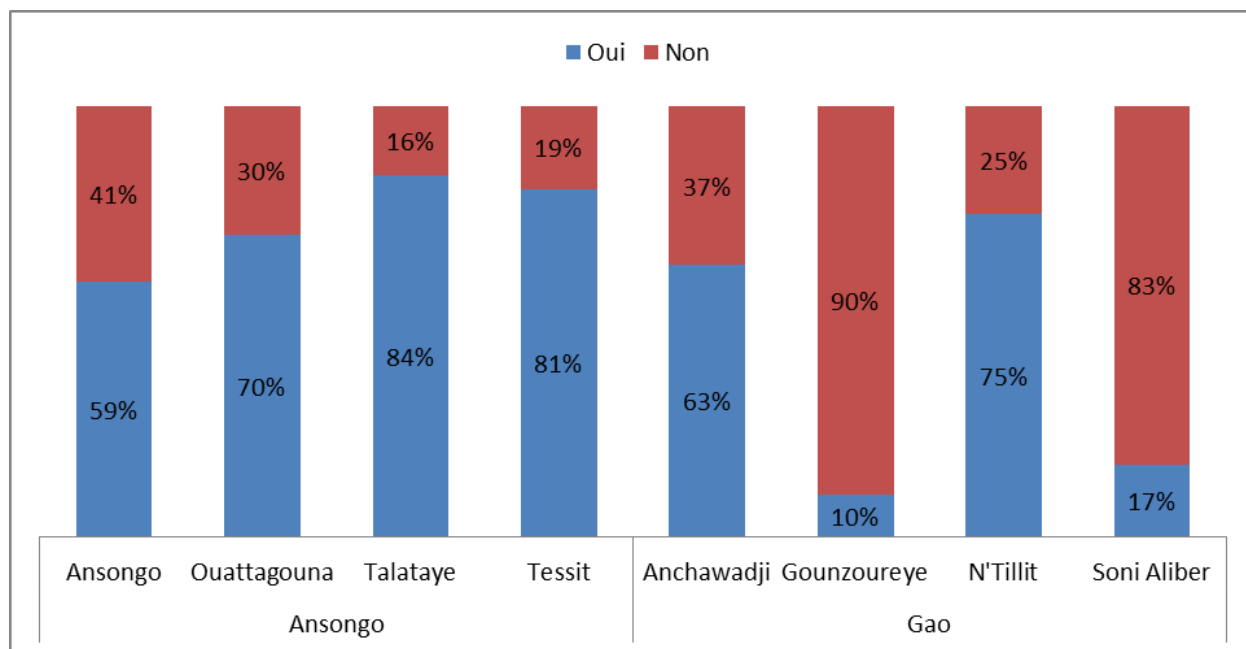
Tableau 5: Les facteurs connecteurs et diviseurs autour de certaines infrastructures

Types d'infrastructure	Facteurs connecteurs	Facteurs diviseurs
Point d'eau	<p>Implication de toutes les communautés pour le choix des sites.</p> <p>Gestion transparente de l'infrastructure.</p> <p>Mise en place de comités de gestion inclusifs.</p> <p>Implication de toutes les communautés à la mise en place du comité de gestion.</p>	<p>Le choix des sites : certains répondants estiment que les sites sont proches des maisons des leaders.</p> <p>La mauvaise gestion des ressources générées par l'infrastructure.</p> <p>Les disputes qui éclatent à la suite de bousculade ou à cause du comportement de certains qui ne veulent pas suivre le rang selon l'ordre d'arrivée.</p> <p>Manque de communication autour de la mise en place du comité de gestion.</p>

Marché	Les marchés offrent des possibilités d'échanges entre différentes ethnies. Implication de toutes les communautés à la mise en place du comité de gestion.	Néant
Education	Les enfants de différentes communautés se rencontrent. Les relations interpersonnelles sont développées. Implication de toutes les communautés à la mise en place du comité de gestion. Implication de toutes les communautés à la mise en place du comité de gestion scolaire.	Néant
Santé	Tous les usagers du centre de santé ont un objectif commun, très généralement la santé. Le choix inclusif des membres de ASSACO.	Exclusion de certaines communautés sur la base de la méfiance ou des préjugés dans certaines communes (Peulhs, Tamasheq). Favoritisme au niveau de la prise en charge des patients. La mauvaise gestion des fonds de l'ASSACO. Mise en place de deux comités de gestion pour le même centre de santé.
Autres (périmètres irrigués/périmètres maraîcher)	Implication de toutes les communautés à la mise en place du comité de gestion.	La mauvaise gestion des conflits découlant de la divagation des animaux. Multiplication des comités de gestion autour du même périmètre irrigué. Non-respect des délimitations des champs.

#### 4.4.2. Manifestations des conflits autour des conflits liés aux infrastructures

Cette étude a permis de connaître la dynamique de conflits existant par localité autour des infrastructures sociales, économiques et environnementales. 50% des personnes interrogées attestent l'existence des conflits autour des infrastructures, avec des disparités d'un cercle et d'une communauté à l'autre. Dans l'ensemble, l'existence de ces conflits est plus reconnue dans le cercle d'Ansongo par rapport à Gao. Au sein du cercle de Gao, les disparités sont fortes, avec deux communes attestant d'un très faible taux de conflits autour des infrastructures : Gounzoureye avec 10% et Soni Aliber avec 17%. Les sections ci-dessous détaillent ces types de conflits et les dynamiques qui les entourent.



Graphique 14 : Existence des conflits par commune et par sexe des répondants

### *Tensions autour de l'accès à l'eau et à la gestion des ressources affiliées*

Les tensions liées à l'accès à l'eau se manifestent surtout entre les usagers des points d'eau dans les communes de Anchawadji, Gounzoureye, N'tillit, Soni Aliber (cercle de Gao) ; Ouattagouna, Talataye et Tessit (cercle d'Ansongo). Les tensions résultent du temps d'attente devant les points créant des désordres et des violences entre les usagers. Les femmes et les jeunes sont les acteurs principaux impliqués dans ces tensions où les formes d'intimidations, de menaces et de violences verbales sont très récurrentes.

On a aussi rapporté l'existence de conflits liés à la gestion des ressources perçues non transparente des points d'eau par les membres des comités de gestion, lesquels ne rendent pas compte de leur gestion aux communautés usagers. Une division et une méfiance entre les membres des comités de gestion a aussi été relatée à cause des suspicions de mauvaise gestion des ressources de la part du comité, mais aussi la remise en cause de ces membres.

### *Tensions autour de la gestion des périmètres irrigués*

La gestion des périmètres irrigués est souvent source de conflits dans les communes de : Anchawadji et Gounzoureye (cercle de Gao) et Ansongo et Ouattagouna (cercle de d'Ansongo). La mise en place du comité de gestion et la perception de non-inclusivité des membres sont les causes évoquées par les personnes interrogées. Par exemple, dans la localité de Badji Haoussa, commune d'Ansongo, la mise en place d'une société coopérative dénommée « Sinjiwara » a créé un conflit car le comité de gestion de la société coopérative est perçu non inclusif.

Des tensions entre agriculteurs ont été aussi induites par cette perception de non inclusivité du comité de gestion. En effet, certains agriculteurs ne reconnaissent pas le comité de gestion, et attestent que les membres sont désignés par affiliation clanique et que les prises de décision sont tendancieuses.

### *Tensions entre agriculteurs et éleveurs*

Les tensions entre ces acteurs concernent surtout la divagation des bêtes autour des périmètres irrigués, mais aussi la destruction des champs par les bêtes. Ces tensions se manifestent par des violences physiques la plupart du temps. Cela aboutit à un conflit violent qui se manifeste par des affrontements physiques qui aboutissent à des menaces de mort et même souvent à des coups et blessures entre les protagonistes. Il ressort de l'analyse de données que ce type de conflit existe dans les communes d'Ansongo, Ouatagouna, Talataye et Tessit (cercle d'Ansongo) et N'Tillit (cercle de Gao).

#### *Tensions liées à la gestion des centres de santé*

N'Tillit (cercle de Gao), Talataye et Tessit (cercle d'Ansongo) sont les plus touchées par ces tensions. Au-delà de l'inégalité constatée sur l'accès à la santé de certaines communautés dans ces communes (relaté plus haut), les répondants affirment également un problème qui se pose au niveau de la gestion des structures sanitaires. Par exemple à Talataye, il existe deux comités de gestion pour un seul centre de santé. Il ressort également de l'analyse que certaines personnes interrogées reprochent aux membres des comités de gestion de ne pas être transparents dans la gestion des ressources générées par les centres de santé. Le conflit lié à la gestion de la santé oppose les membres de différents comités mis en place au sein de la même localité pour gérer le même centre de santé, et souvent les membres de la communauté aux membres du comité de gestion. Ces conflits se manifestent par des accusations entre les différentes parties.

#### *Tensions liées à la construction d'école*

A Gounzoureye, les jeunes de Kadji ont confectionné les briques devant servir à clôturer l'école de la localité, mais quand ils ont commencé la construction de la clôture, le chef traditionnel a instruit l'arrêt immédiat des travaux, relatant que son accord n'a pas été sollicité pour entamer ces travaux de clôture. En d'autres termes, le conflit a été induit par le sentiment du leader que les jeunes n'ont pas respecté la hiérarchie, en ne demandant pas la permission avant d'entamer les travaux.

#### *Autres types de conflit*

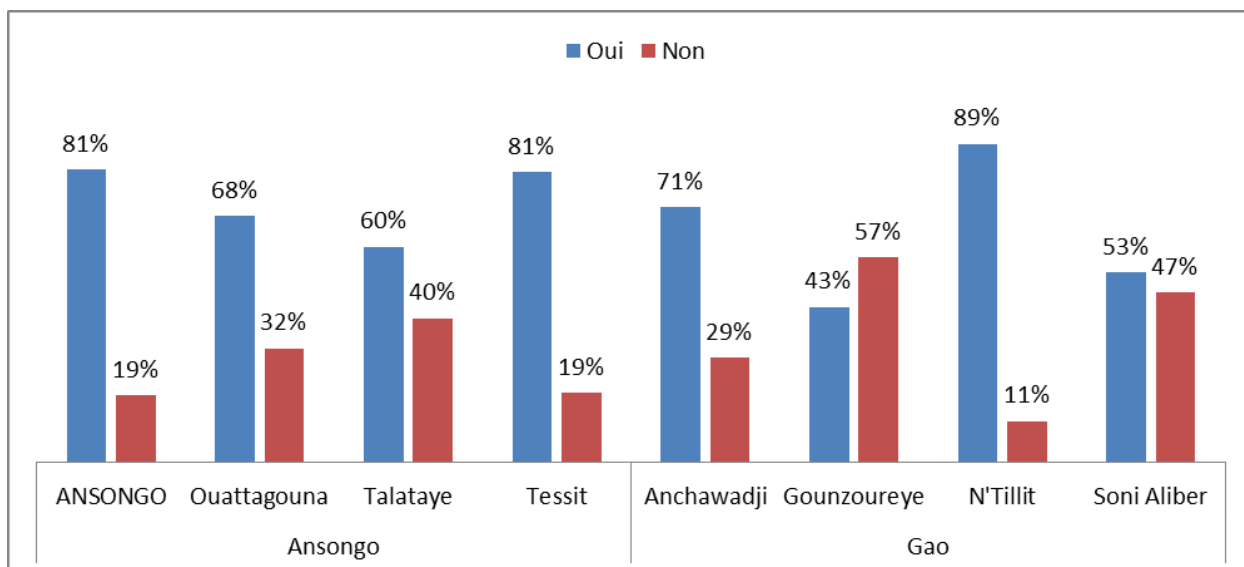
De manière générale à toutes les communes, notamment à N'Tillit, Talataye et Tessit, et de manière répétitive, les répondants ont rapporté des conflits entre groupes armés et aussi des conflits intracommunautaires (éleveurs) et enfin des conflits intercommunautaires entre agriculteurs et pêcheurs, entre éleveurs et pêcheurs et entre agriculteurs et éleveurs ; enfin dans la commune d'Ansongo il y a un conflit foncier entre la localité de Seyna et celle de Golia.

Dans l'ensemble des communes de cette étude, le suivi de la construction des infrastructures n'a jamais été une source de conflit, seul **10% déclarent que les conflits surviennent autour de la gestion des infrastructures** et ces répondants sont répartis entre quatre communes à savoir : N'Tillit, Gounzoureye, Talataye et Ansongo.

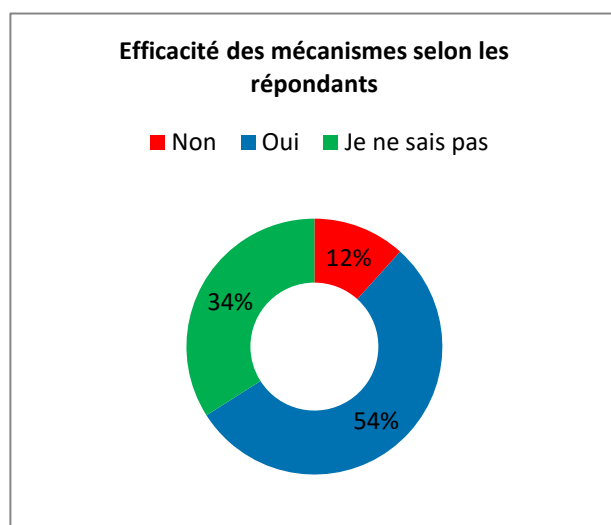
% des membres des communautés et des autorités qui affirment le suivi des constructions et la gestion des infrastructures est inclusive et pacifique	Niveau à la Baseline 90%
--	-----------------------------

## 4.5. Analyse des mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants dans les communes d'intervention du projet

Les mécanismes de prévention et de résolution des conflits apparaissent comme des pistes de solutions pour préserver la cohésion et la paix sociale. Ces mécanismes existent dans chaque commune. Selon une étude réalisée par Centre Franco Paix en résolution des conflits et missions de paix *“C’est l’aspect préventif des mécanismes traditionnels de gestion des conflits qui semble constituer leur principal atout. En effet, c’est sans doute en matière de prévention que les mécanismes traditionnels de gestion des conflits semblent se révéler les plus efficaces, ce qui pourrait constituer un levier intéressant dans la perspective de l’approche mis en avant par le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, depuis son investiture<sup>22</sup>”*.



Graphique 15 : Présence des mécanismes de prévention et de gestion des conflits par commune



De façon générale au Mali, les acteurs des mécanismes de prévention et de gestion des conflits sont les leaders communautaires et traditionnels par localité. En plus de ces derniers, dans les différentes localités de cette étude, on note l’existence de comités locaux de paix, de comités de gestion de l’eau, de comités de gestion scolaire (CGS), d’association de santé communautaire (ASACO) et dans certaines communes des ambassadeurs de la paix. Ces différents comités ont pour rôles de veiller au bon fonctionnement des infrastructures, de prévenir des conflits et aussi de gérer des conflits qui

<sup>22</sup> [Rapport de recherche n°2 sur LES MÉCANISMES TRADITIONNELS DE GESTION DES CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE](#)

peuvent survenir. Cependant, lors du conflit scan prévu sur ce projet, il serait intéressant d’approfondir l’analyse sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits identifiés lors de cette étude de base.

Plus de la moitié des répondants (54%) trouvent que les mécanismes de prévention et de gestion des conflits se trouvant au niveau des communes sont efficaces. Selon ces répondants, cette efficacité est en grande partie due à la constitution de ces mécanismes car toutes les sensibilités (jeunes, femmes et autres leaders influents) dans différentes communes sont représentées dans ces mécanismes et ces mécanismes arrivent à gérer des conflits. Il ressort d’un FGD que « *c’est une bonne chose pour la communauté d’avoir des mécanismes de prévention et de résolution des conflits parce que les gens qui sont dans ces mécanismes sont influents dans la communauté et ils peuvent gérer des malentendus, la communauté est très réceptif de leur médiation*<sup>23</sup> ». Au sein de ces mécanismes les jeunes aussi bien que les femmes jouent les mêmes rôles, c'est-à-dire organiser des sessions de dialogues sur des questions qui divisent dans différentes localités. Ils participent (jeunes et femmes) aux différentes médiations pour résoudre des conflits entre parties en conflit et font également des sensibilisations de façon continue afin de prévenir d'éventuels conflits.

#### 4.6. Niveau des indicateurs du projet

Tableau 6: Récapitulatif des indicateurs du projet à la Baseline

Logique d’intervention	Indicateurs	Cible	Baseline	
Contribuer à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits et au développement par le biais d’investissements catalytiques communautaires	Indicateur 0.1: % des différents groupes interrogés qui confirment que les inégalités horizontales ont diminué dans la région du programme	70%	63%	
			Femmes 28%	Hommes 35%
	Indicateur 0.2: % des différents groupes interrogés confirment que la cohésion sociale s’est améliorée au sein de leur communauté	70%	59%	
			Femmes 29%	Hommes 30%
	Indicateur 0.3: % des différents groupes interrogés qui confirment que leur confiance et leur satisfaction à l’égard du gouvernement local ont augmenté	70%	52%	
			Femmes 24%	Hommes 28%
	Indicateur 0.4: % des membres des communautés et des autorités qui affirment avoir participé ou être impliqués dans les processus de dialogues et d’identification des projets d’infrastructures	50%	43%	
	Indicateur 0.5: % de jeunes (18 à 40 ans) qui déclarent avoir eu accès à un emploi temporaire pendant la réalisation de projets d’infrastructures	50%	64%	

<sup>23</sup> FGD: commerçant détaillant, commune de Gounzoureye, localité de Wabaria,

	Indicateur 0.6: % des membres des communautés et des autorités qui affirment que les infrastructures répondent à leurs besoins économiques, sociaux et environnementaux prioritaires	50%	40%
	Indicateur 0.7: % des membres des communautés et des autorités qui affirment que le suivi des constructions et la gestion des infrastructures est inclusive et pacifique	50%	90%

## 5. Recommandations

Au terme de cette analyse quelques recommandations sont formulées afin de guider la mise en œuvre des activités du projet “*Facilité G5 Sahel.*” Ces recommandations sont adressées à deux niveaux, l’État et les organisations de mise en œuvre du projet.

**Pour l’État :** Profiter des ateliers pour faire des plaidoyers sur le retour des acteurs des services sociaux de base dans les chefs-lieux de commune ou au moins s’assurer de leur implication dans les processus de réalisation des infrastructures.

**Pour les organisations de mise en œuvre :**

- Organiser des sessions de théâtre participatif sur les préjugés, les stéréotypes qui circulent contre les communautés peulhs arabes dans les communes de N’Tillit et Tessit ;
- Organiser des sessions de dialogue communautaire sur la gestion et l’utilisation des points d’eau dans toutes les communes bénéficiaires du projet ;
- Organiser des sessions de bulletin de score autour de la gestion des centres de santé afin d’adresser les perceptions de favoritisme et de discrimination dans les communes d’Ansongo, Gounzoureye et Tessit et dans les autres communes sur les ressources générées par les infrastructures ;
- Inviter tous les leaders communautaires, leaders d’organisations de la société civile, leaders religieux à prendre part aux processus de dialogues pour l’identification et le choix des sites devant abriter les infrastructures qui seront construites dans le cadre du projet au niveau de chaque commune ;
- Appuyer les leaders communautaires à instaurer des sessions de restitution au niveau de leur base (après les réunions sur les processus d’identification de site, de choix des infrastructures, les leaders doivent rendre compte des décisions prises aux membres de leurs communautés) ;
- Appuyer la mise en place de comité de gestion inclusive pour chaque infrastructure construite ou réhabilitée (les équipes de mise en œuvre doivent accompagner les communautés à mettre en place des structures de gestion consensuelles et représentatives afin d’éviter l’exclusion pouvant entraîner des conflits) ;

- Renforcer les capacités/former les membres des différents comités de gestion sur les mécanismes de mobilisation des ressources et la gestion saine et administrative de celles-ci afin d'assurer l'entretien durable des infrastructures;
- Former les leaders communautaires et les membres des mécanismes de gestion des conflits à la recherche de terrain d'entente (*Approche Common Ground*) et mécanismes alternatifs de gestion des conflits afin d'éviter au mieux et de répondre aux tensions ou conflits violents pouvant découler de la gestion de l'utilisation des infrastructures.

## 6. Conclusion

A la lumière des données collectées, il ressort de l'analyse que les communes de Talataye, Tessit et Ouatagouna (cercle d'Ansongo) ; N'Tillit (cercle de Gao) sont les communes les plus touchées par les défis liés à l'accès et à la gestion des infrastructures. L'accès aux infrastructures disponibles est perçu comme inégal. Cet accès est perçu comme paramétré sur base identitaire, une perception exacerbée davantage par la mauvaise répartition spatiale des infrastructures, le népotisme et enfin la mauvaise gestion des infrastructures selon les répondants. Les conflits liés à l'accès et à la gestion des infrastructures ont été constatés dans toutes les communes, bien que ces conflits varient d'une commune à une autre, témoignant de l'importance d'une réponse très localisée à ces dynamiques.

Il est toutefois fondamental de mettre l'accent sur le fait que toutes les infrastructures identifiées lors de cette étude offrent des facteurs de connexion qui peuvent réunir les communautés. Il existe également des mécanismes de gestion des conflits dans toutes les communes. Ces différents mécanismes ont pour rôles de veiller au bon fonctionnement des infrastructures, de prévenir des conflits et de gérer des conflits qui peuvent survenir. Il est important de préciser que les jeunes et les femmes siègent au sein de ces différents mécanismes de résolution des conflits. Cependant, leur degré d'efficacité peut être amélioré.

**En matière de polarisation collective**, la relation entre les communautés est jugée bonne de façon générale et cette appréciation concerne le plus souvent les relations à l'intérieur d'un même groupe ethnique, s'agissant de la relation entre différents groupes ethniques, c'est la méfiance qui domine les relations, fragilisant ainsi la cohésion sociale et dénotant l'importance d'améliorer les relations intercommunautaires. Il existe d'ailleurs une forte demande pour un renforcement des initiatives de cohésion sociale dans les communautés.

**Concernant la légitimité institutionnelle**, il convient de souligner que les communautés ont plus confiance aux leaders traditionnels qu'aux élus locaux, même si elles reconnaissent les défis auxquels font face ces autorités locales. Le constat est le même dans toutes les communes sur la présence des services étatiques. Depuis plus de dix ans, les services techniques de l'État ont quitté les communes pour des raisons sécuritaires, en effet même les mairies ne sont pas opérationnelles dans toutes les communes. Cette volatilité de la situation sécuritaire au niveau de l'ensemble des communes du projet est donc un facteur qui favorise aujourd'hui l'absence des agents des services sociaux de base au sein des communes. Cependant, au niveau de toutes les mairies, le service minimum est assuré, et par ailleurs, les agents des services étatiques résident au niveau des chefs-lieux de cercle qui sont sollicités par les ONGs se rendent dans leurs communes pour des besoins bien précis, mais ils ne passent jamais la nuit dans ces communes.

## Annexe



[TDR de l'étude base](#) TDR\_Baseline\_Facilité\_Sahel\_vf\_signed.doc



[Questionnaire sondage](#) Questionnaire\_Sondage\_Baseline\_Facilité



[Guide d'entretien individuel](#) Guide d'entretien individuel\_Facilité\_Sahel



[Guide d'entretien Focus Groupe Discussion](#) Guide FDG\_Facilité\_Sahel (1)

[Quelques photos de la collecte des données sur le terrain](#)